De “ petites mains ” tendues vers “ là-bas ” Les militants des groupes locaux d’Handicap International et de Greenpeace

Sylvie Ollitrault, Sylvain Lefèvre

▶ **To cite this version:**

Sylvie Ollitrault, Sylvain Lefèvre. De “ petites mains ” tendues vers “ là-bas ” Les militants des groupes locaux d’Handicap International et de Greenpeace. Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ? Trajectoires, pratiques et organisations militantes, 2006, Lille, France. hal-03354701

HAL Id: hal-03354701
https://hal.science/hal-03354701

Submitted on 25 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ?
Trajectoires, pratiques et organisations militantes
Colloque international à Lille, 8-10 Juin 2006

De « petites mains » tendues vers « là-bas »

Les militants des groupes locaux d'Handicap International et de Greenpeace

Sylvain Lefèvre (Doctorant, CERAPS, Lille 2)
Sylvie Ollitrault (Chargée de recherche CNRS, CRAPE, Rennes 1)

Si la figure de l'expatrié d'ONG est valorisé socialement et médiatiquement (l'aventurier compétent et vertueux), le siège national est perçu avec plus de réserve, témoins les controverses sur l'affectation des dons suite au Tsunami, ou les soupçons de malversations émaillant le paysage associatif des dernières années. L'échelon local, pour sa part, est le plus souvent ignoré par les médias et le grand public. Les travaux universitaires portant sur les ONG ne se sont pas davantage intéressés à ce « maillon faible »[1]. Méconnu, l'engagement bénévole local au sein des ONG est aussi doublement paradoxal. En effet, il s'agit de valoriser « ici » ce que l'organisation fait « là bas », alors même que la plupart des bénévoles ont une connaissance très succincte de la réalité des terrains et missions d'expatriation. Si cet engagement semble intenable dans les faits, il paraît aussi intenable psychologiquement et socialement pour les bénévoles, dans la mesure où l'observation des rétributions matérielles et symboliques potentiellement acquises au travers de cet engagement semblent très faibles. Méconnu et paradoxal, l'engagement bénévole dans les groupes locaux d'ONG offre donc un intérêt certain pour étudier les motifs qui poussent des individus à s'y enrôler, et à y rester, et le processus institutionnel de maintien de la fidélité militante.

Nous avons donc choisi d'étudier les groupes locaux de Greenpeace et d'Handicap International à Lille et Rennes. Le choix de ces deux associations permet d'observer des populations différentes (plus âgées et chrétiennes pour Handicap International (HI), plus jeunes et proches des réseaux altermondialistes pour Greenpeace (GP)) dans des structures relativement similaires. En effet, GP et HI fonctionnent de manière pyramidale : les grandes orientations sont décidées par le siège international et les programmes sont mis en place par les bureaux nationaux. Les groupes locaux n'ont aucune autonomie financière, pas d'existence légale propre et des marges d'autonomie très faible. Enfin, la concomitance de la création des groupes locaux dans les deux organisations et l'usage de répertoires d'actions en partie semblables (événements médiatiques transnationalisés, militantisme de dossier et lobbying) permettaient de croiser les observations.

Plutôt qu'une double comparaison, nous avons choisi de nous servir de ces différents terrains pour multiplier les points d'observation, en prenant soin d'étudier ce militantisme « par le bas », de manière ethnographique, via des séries d'entretiens (une vingtaine), des observations (parfois participantes) de réunions, d'actions, de formations et de collecte de fonds. Il s'agit d'une part d'analyser les rapports complexes des bénévoles aux échelons locaux, nationaux et internationaux de l'organisation. D'autre part, l'étude de ces bénévoles locaux permet d'analyser leurs rapports différenciés à l'international, comme territoire imaginé et/ou vécu, au-delà de la notion générique de « disposition au cosmopolitisme »[2], qui homogénéise et autonomise un positionnement qui est en fait générée par une double-tension envers « là-bas » mais aussi « ici »[3].

[1] Voir par exemple Dauvin et Siméant 2002 et 2004

[2] De plus, le terme de cosmopolitisme est connoté et enjeu de définition (qualification/stigmatisation) entre les acteurs. Pour un résumé des enjeux de définitions et des effets des analyses sur les débats internationaux, voir Cohen et Kennedy, 2000, p : 354-355

[3] Cette perspective qui entérinerait l'existence d'une identité individuelle « cosmopolite » entre en résonance avec les analyses normatives, portées par des chercheurs et des acteurs de la solidarité internationale, qui constatent et/ou

Nous explorerons ainsi les ressorts de l'entretien du bonheur militant[4] dans des structures de mobilisation où ils ne sont que de « petites mains », puisque les ONG transnationales valorisent peu ce type d'engagement et sont en voie de managerialisation (remise en cause du bénévolat, mise en concurrence avec des opérateurs sous-traitant, rationalisation et standardisation des procédures de mobilisation). Nous verrons comment le statut de bénévole local a priori peu valorisant est réenchanté grâce à l'horizon d'efforts « ici » apportant le bonheur « là bas ». Nous observerons en parallèle le réenchantement des destinées individuelles, où « l'ailleurs » et « le lointain » sont dotés d'une aura de désirabilité sociale pour des individus qui placent l'origine de leurs insatisfactions « ici » (la ville polluée, la société occidentale, l'égoïsme du Nord…), en résonance avec des passés d'expatriés, des pratiques de voyage et des carrières morales articulées à des imaginaires sociaux spécifiques.

I Les petites mains du *protest business*

1. Relayer localement les initiatives du bureau national : une initiative venue d'en haut

- **La structure du *Protest Business*** (Jordan et Malhoney)

GP et HI sont structurées de manière relativement similaire, s'apparentant à la typologie élaborée par Grant Jordan et William Malhoney, dite de « protest business ». Ce terme désigne des organisations très structurées, bureaucratisées et ayant un fonctionnement proche de celui d'une entreprise privée par leur degré de rationalisation, leur logique de segmentation des services, de sous-traitance et d'échelons hiérarchiques.

The caracteristics of protest businesses[5]	
(i)	Supporters rather than members are important as a source of income.
(ii)	Policy is made centrally and supporters can influence policy primarily by their potential for exit.
(iii)	Political action is normally led by the professional staff rather than the individual supporter or member.
(iv)	Supporters are unknown to each other and do not interact.
(v)	Groups actively shape perceptions of problems by providing supporters with partial information.

L'organisation est à la fois pyramidale et centralisée. Pour Greenpeace, fondée au Canada, un *board international*, basé à Amsterdam et constitué des représentants des différents Greenpeace nationaux au prorata de leur contribution financière, élit un directoire. Celui-ci opère les choix stratégiques des campagnes à mener et des moyens à mettre en oeuvre. Le bureau parisien doit mettre sur pied au niveau national ces campagnes, grâce notamment à un réseau d'activistes. Ceux-ci sont des individus bénévoles, recevant des formations techniques, sportives et juridiques, au travers d'un « basic training » puis via des stages thématiques. Enfin, les groupes locaux qui

invoquent l'émergence d'une « société civile transnationale », s'affranchissant des frontières, des ancrages et des déterminismes, conférant à ces acteurs les vertus de l'universel. Cf Siméant (J.), 2005 ;

[4] Pour l'intérêt heuristique de la notion de « bonheur » militant, Cf.Lagroye (J.) et Siméant (J.), 2003, p. 53-71

[5] Tableau extrait de G.Jordan & W.Maloney, 1997, p : 22.
Chez Greenpeace, tous les donateurs (près de 90 000) deviennent « membres » et ont donc un droit de vote en assemblée statutaire (très peu utilisé dans les faits). Chez Handicap International, le statut d' « adhérent » (une centaine d'individus) est différent de celui de simple donateur (350 000) et il est « proposé » aux personnes qui veulent participer au CA (fonctionnement par cooptation).

diffusent les campagnes internationales et nationales, sans pouvoir d'initiatives, sont le dernier maillon de la pyramide.

Pour Handicap International, la structure a été fondée à Lyon puis une douzaine de bureaux nationaux ont été créés. Là aussi, les groupes locaux de bénévoles (34 antennes, 450 bénévoles[6]) doivent prolonger des campagnes décidées en amont et mises en place par des *campaigners* nationaux recrutés pour leurs compétences.

Pour ces deux structures, l'impératif hiérarchique d'homogénéisation de mêmes campagnes, mots d'ordre et répertoires d'action au niveau international, national et local, pèse fortement.

Une nécessaire homogénéisation redoublée par l'usage du répertoire médiatique

Ces deux structures se sont spécialisées dans l'usage du répertoire médiatique. Pour Greenpeace, la création d'actions médiatiques calibrées pour satisfaire aux contraintes des médias audiovisuels et diffusées mondialement, est une marque de fabrique depuis la création de l'association en 1972[7]. Même si depuis quelques années, on constate le recours croissant aux répertoires d'une part du lobbying, aux échelons européens, nationaux, locaux ou vis-à-vis de groupes industriels, et d'autre part de l'expertise scientifique, Greenpeace continue d'employer de manière systématique le répertoire médiatique, pour établir un rapport de force ou créer un cadrage de « scandalisation », comme en témoigne le récent désamiantage avorté du porte-avion Clémenceau.

Pour Handicap International, la consécration de l'association, fondée en 1982, est marquée par l'attribution de la plus haute distinction remise par le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations unies en 1996, le prix Nansen, pour son travail auprès des réfugiés et des victimes de mines, puis du prix Nobel de la Paix en 1997, suite à la signature du Traité d'interdiction des mines à Ottawa. C'est à cette époque que l'association intensifie sa présence médiatique, par la figure médiatique de la Princesse de Galles et via le lancement de l'opération des « Pyramides de chaussures », servant à accroître la visibilité de l'association et à recueillir des pétitions contre les mines anti-personnel, en France et à l'étranger.

Ce recours aux médias intensifie l'exigence d'alignement sur un même message et une même image. Les bénévoles des groupes locaux doivent donc relayer un message, s'en faire les porte-voix, sans le modifier ou faire entendre des voix dissonantes. La relation aux médias est ambiguë dans la communication du bureau national envers les bénévoles locaux puisque ce recours nécessaire est aussi souvent présenté comme une menace potentielle, dont il faut se méfier, car toujours prompt à déformer la parole. Chez Greenpeace, la peur qu'un bénévole portant le t-shirt de l'association puisse « dire n'importe quoi devant une caméra » est une menace dont il faut se prémunir, puisque « les médias n'attendent que ça », comme l'indique des salariés du siège.

A Handicap International, la méfiance envers les bénévoles est aussi de mise, comme en témoigne ce commentaire d'une ancienne salariée du siège, au service DRH, devenue bénévole au groupe lillois malgré ses réticences :[8]

« Mais j'avais aucune envie d'y aller au début parce que, pour moi, le business de l'association, c'était le business sur le terrain. Ce que faisaient les bénévoles, c'était essentiellement de la communication vers le grand public, faire une pyramide et tenir un stand, ça me branchait pas plus que ça. Moi, j'aimais mieux exercer mes compétences professionnelles au service d'un but mais pas être un satellite euh… pas inutile mais euh… le positionnement du bénévole par rapport à l'association, c'est quelque chose d'ambiguë… par exemple, je ne suis pas du tout d'accord avec [le responsable du groupe], car lui considère que l'antenne locale est l'ambassadeur de l'association. Moi, je ne pense pas. Moi, je pense que les bénévoles ont un rôle

[6] Source HI: 2004
[7] Dale S, 1996. et Ollitrault S., 1999, p.153-187.
[8] Au moment de ce témoignage, elle en est encore membre. Elle le quittera avec fracas quelques temps après, après avoir prodigué dans une lettre, reproduite plus loin, ses conseils pour « rationaliser l'organisation de la Pyramide de Chaussure », critiquant vertement « l'amateurisme » et « l'inefficacité » des bénévoles.

très spécifique qui est d'aller voir le grand public pour lui dire « Venez, donnez de l'argent, venez comprendre ». Mais il faut qu'ils restent à ce rôle là et qu'en aucun cas, ils ne se prennent pour des ambassadeurs ! C'est un rôle bien trop important pour qu'on le donne à n'importe qui qui est de bonne volonté. Parce qu'ils sont pas sélectionnés ! Enfin, s'il y a une antenne qui fait des choses qui ne conviennent pas du tout au siège, on va dire « arrête, on ne veut plus de toi ». Mais, de fait, on n'a pas vraiment les moyens de les contrôler, il n'y a pas vraiment de standard sur lesquels on peut leur demander de se calquer donc chacun suit un peu son inspiration… »

- **L'apparition récente des groupes locaux : une genèse « téléguidée » et l'absence d'autonomie juridique et politique**

L'apparition récente des groupes locaux a pour but de relayer localement des campagnes internationales, de les diffuser par capillarité. Ces deux ONG se légitiment ainsi comme créatrices d'un espace public qui met en connexion les enjeux, victimes et territoires les plus lointains avec les citoyens-donateurs d'ici. Plus stratégiquement, elles devaient aussi pallier le reproche adressé, notamment par les institutions internationales et nationales, être trop « lointaines » (entrant en résonance avec la rhétorique proliférante de la « proximité » comme outil de légitimation[9]) et de ne représenter personne, sinon leur propre point de vue. Pour Greenpeace, l'enjeu était d'ancrer l'organisation en France après presque vingt ans de lutte farouche entre l'organisation anti-nucléaire et l'Etat Français[10]. Pour Handicap International, la mise en place annuelle de Pyramides de Chaussures dans les principales villes a été décidée afin d'accélérer le recueil de signatures de pétition, pour donner du poids aux actions de lobbying, et pour rendre l'association plus visible, afin de stimuler la collecte de fonds.

C'est à la fin des années 90 que ces réseaux de groupes locaux, censés regrouper des adhérents de l'association souhaitant s'engager bénévolement pour l'association, ont été créés par les bureaux nationaux, avec l'aval de l'échelon international. On est bien dans une démarche *top-down*, comme en témoigne le récit de la création des groupes de Greenpeace :

« J'ai plongé dans le virus écologique, en 1997 au moment du Sommet de Kyoto. Ça a été le déclic, même si bien sûr y a eu plein d'événements avant, mais c'est le Sommet de Kyoto qui m'a fait dire « Maintenant ça suffit, je fais quelque chose. ». Suite à ça, j'ai contacté un certain nombre d'associations écologiques : Amis de la Terre, WWF, France Nature Environnement, Greenpeace. Et à ma grande surprise, seule Greenpeace m'a répondu de manière positive en me proposant de créer un groupe local sur Lille. Et en Avril 99, à la suite d'une conférence avec Bruno Rebelle, on a lancé un groupe local et j'en suis le coordinateur depuis. » (C.V, coordinateur du groupe local de GP Lille, activiste ; maître de conférence en Automatique, sportif intensif, homme 40 ans)

Cette genèse téléguidée par les bureaux nationaux de GP et HI se double d'une très grande prudence dans l'attribution des statuts et prérogatives de ces groupes : ils n'ont pas de statut juridique autonome (ils sont une « émanation » de l'ONG), ni de trésorerie. Le coordinateur du groupe local est désigné par le bureau national[11], et non élu au niveau local. Il faudra attendre une

[9] Le Bart (C.) et Lefebvre (R.), 2005

[10] La question « Mais pour qui roule Greenpeace ?» est une véritable ritournelle de suspicion utilisée régulièrement par les représentants de l'Etat Français, du Rainbow Warrior en 1985 au Clémenceau cette année, en passant par la reprise des essais nucléaires à Mururoa en 1995. Elle se décline chronologiquement en plusieurs variantes, reliant tantôt l'organisation, notamment sur la question des financements, à l'URSS, aux Etats-Unis ou à un *shadow cabinet* apatride et anti-français.
G.Derville rappelle d'ailleurs que Greenpeace fut citée par C.Villeneuve comme suspect potentiel des attentats de la station Saint Michel en 1994. Sur la question des financements occultes, la question fut mise en avant par A.Juppé en 1995 (Cf Derville G, 1997, p :589-629) mais aussi récemment par R.Bachelot au moment de l'affaire Clémenceau.

[11] A GP Lille, c'est la même personne qui s'en occupe depuis la création du groupe en 1999. A GP Rennes, le fort turn-over lié à la composition étudiante du groupe a entraîné des changements de coordinateur. A HI Lille, c'est le

modification du règlement intérieur en Mai 2005 par l'assemblée statutaire de Greenpeace pour voir émerger une clarification du statut et des prérogatives des groupes locaux de GP. Aucun document précis n'existe pour Handicap International mais l'idée d'une charte de « bonne conduite » commence à germer pour éviter des errements ou des initiatives peu orthodoxes.

Règlement intérieur

Adopté par l'Assemblée statutaire du 20 septembre 1998, modifié par l'Assemblée statutaire du 23 juin 2002 et par celle du 30 avril 2005.

TITRE II - DISPOSITIONS CONCERNANT LES GROUPES LOCAUX

ARTICLE 1 - CONSTITUTION, OBJET ET DÉNOMINATION DES GROUPES LOCAUX

(…) 1.4. La constitution d'un Groupe relève d'une décision du Conseil d'administration sur proposition du Directeur. La décision du Conseil s'accompagne de la nomination d'un Coordinateur du groupe qui assurera la liaison entre les membres du groupe local et le siège de Greenpeace France. Le Groupe local n'est en aucun cas doté d'une personnalité juridique propre. (…)

ARTICLE 2 - OBJET ET ACTIVITÉS DES GROUPES LOCAUX

2.1. Le Groupe local organisera des activités de soutien aux missions de Greenpeace France dans son département et dans les départements adjacents. (…)

2.2. Le Groupe local pourra mettre en oeuvre des activités dans les champs suivants : - Information générale : Tenue de stands, organisation de conférences généralistes, diffusion d'information à destination des jeunes, présentation de films, de diapositives. Chacune de ces activités devra faire l'objet d'un accord préalable établi entre le Groupe local et le Directeur, ou son représentant dûment mandaté. Cet accord sera préférablement établi par écrit.

- Relais des campagnes nationales : Diffusion de matériel de campagnes, investigation locale en relation avec les thèmes de campagne, organisation de conférences thématiques, organisation d'actions médiatiques... Chacune de ces activités devra faire l'objet d'un accord préalable établi entre le Groupe local et le Directeur ou le chargé de mission concerné. Cet accord sera préférablement établi par écrit.

- Activités thématiques spécifiques : En dehors des campagnes nationales le Groupe local pourra, le cas échéant, mettre en oeuvre des activités spécifiques dès l'instant où ces activités correspondent au mandat général de Greenpeace et où ces activités ont fait l'objet d'un accord détaillé et impérativement écrit du Directeur de Greenpeace France ou de son représentant dûment mandaté. Cet accord précisera l'intitulé de l'action ou de l'activité, le calendrier, le ou les objectif(s) visé(s), les publics concernés, les moyens requis et les contributions de chaque partie.

2.3. Sous la responsabilité du Coordinateur, le Groupe local adressera au Directeur de Greenpeace France un rapport d'activité trimestriel succinct, établi sur la base d'un modèle fourni par Greenpeace France, et présentant la liste des activités du Groupe et leurs éventuelles répercussions (médiatiques, financières, publiques). De la même façon le Coordinateur adressera un rapport financier trimestriel, établi sur la base d'un modèle fourni par Greenpeace France.

décès de la responsable qui a entraîné le passage de relais à son mari, épaulé par un deuxième coordinateur. A HI Rennes, les deux dernières responsables ont dirigé l'antenne pendant 4 ans et l'une d'elle continue en solitaire depuis 2004.

2. Les marges d'autonomie limitées des groupes locaux

La dépendance financière au siège

Dans la conduite des actions (lobbying et tenus de stand pour GP, sensibilisation et organisation de la Pyramide de Chaussures pour HI), les groupes locaux disposent de marge d'autonomie très réduite. Si les thématiques des campagnes sont décidées en amont, les méthodes d'action, supports matériels de mobilisation, les slogans et les visuels, doivent aussi s'aligner sur le modèle dicté par le bureau national. L'absence de ressources financières des groupes les rend d'ailleurs dépendants des subsides attribués au coup par coup par le bureau national et du matériel standard distribué (dossier de presse, support de lobbying, t-shirt…). A GP comme à HI, la procédure d'attribution de financement est très encadrée et lourde[12] : demander la permission, obtenir l'aval, parfois avancer la somme, rendre des comptes sur l'utilisation des fonds et le déroulement de l'action menée, attendre le remboursement…Il n'est pas rare de voir des militants financer leurs déplacements sur leurs deniers personnels ou racheter après une journée d'action des articles de commerce équitable pour compenser une recette jugée faible, « ridicule ».

« Lyon a décidé que comme il n'y avait que dix donateurs qui venaient, ils ne se déplaçaient pas… »
Le groupe local de HI Lille organise chaque année la « réunion des parrains ». Tous les parrains d'enfants de l'association domicilés dans le département sont contactés pour participer à une réunion. Le siège lyonnais envoie un expatrié raconter les actions sur le terrain. Pour le groupe local, c'est l'occasion d'enrôler des parrains pour participer à « la Pyramide de Chaussures » annuelle.
Les soirées Parrain, c'est tous les deux ans, c'est ça ?
(C.) « Oui, 18 mois environ… »
(DVW) « Alors là, il y a un petit problème qu'on n'avait pas au début. Au début, il n'y avait aucun problème relationnel avec Lyon. Les premières années, on se téléphonait, on était en osmose tout le temps. Or il y a eu des remaniements dans l'équipe de Lyon et J. et moi, on subit… comment je dirais ça… une espèce de contrainte… On a l'impression que la mentalité de Lyon vis-à-vis des bénévoles est en train de changer. Je ne suis pas sûr que ça soit vrai mais dans les faits… Là où on me disait au début « Allez dans les écoles si vous pouvez, si vous pouvez pas, c'est pas grave, faîtes ce que vous pouvez, vous êtes nos représentants, nos délégués. », on nous dit maintenant « Il faut faire ça. » On impose aux bénévoles des activités et surtout c'est Lyon qui décide et non plus le local. « On vous envoie telle personne à telle date pour telle activité. Débrouillez vous.» Et ça, ça ne va pas. »
(E.) « Et quand on a monté le projet, finalement, ils ne viennent pas…. »
(C.) « La dernière soirée Parrain, on a organisé un buffet pour une cinquantaine de personnes, on était tous les membres mais seulement une dizaine de parrains sur une centaine dans le nord. Lyon a décidé que comme il n'y avait que dix donateurs qui venaient, ils ne se déplaçaient pas. »
(E.) « C'est-à-dire que l'antenne ne comptait pas. On (il insiste) ne comptait pas. »
(C.) « Et même, pour les dix parrains qui venaient, c'est un manque de respect ! Donc on n'a pas du tout apprécié, on a trouvé ça très cavalier et on a écrit une lettre de protestation au siège. Et on a reçu une réponse complètement à côté de la plaque, mais alors qui n'avait ni queue ni tête et en plus qui ne venait pas de la personne à qui elle était adressée ! Nous on voulait tout de même savoir si les vingt-trente personnes du groupe, donateurs de surcroît, étaient quantité négligeable. On avait tout organisé tout seul, on n'avait rien demandé à Lyon ! Parce que moi, la première fois que j'ai été à la réunion de parrains, ce qui m'avait choqué c'est qu'il y avait des buffets, pas princiers, mais je me disais « bon là y a un an de cotisations, on pourrait en faire autre chose». Tandis que là, chacun avait amené quelque chose. Et tout ce qu'ils avaient à envoyer, eux, c'était quelqu'un de payé, que [DVW] loge, qu'on va chercher à la gare etc… Bon, ils sont

[12] Cette rigueur procédurale est sans doute renforcée par la situation financière précaire d'HI qui a eu des budgets déficitaires de plusieurs millions d'euros en 2001 et 2002. Les conséquences furent multiples : licenciement de neuf personnes, non renouvellement de 30 CDD et 14 CDI vacants en 2001 (sur 198 salariés), réduction du nombre de programmes et projets et du budget global (57 millions d'euros en 2001, 49 millions en 2003 et 2004). De même, pour GP France, persiste le souvenir des « années noires » où le bureau français fut fermé puis tenu financièrement à bout de bras par GP International.

comme des coqs en pâte, nous on est 35 et ils n'envoient personne « ben oui, y a que dix ou quinze parrains… » Nous aussi on est parrain ! Et ça ce serait pas arrivé, il y a trois ans ! » (…)
(F.) « Et là, on reçoit une lettre demandant qu'on organise une nouvelle réunion de parrains et avec exigence de répondre trois mois à l'avance. On reçoit ça le 18 Octobre pour début Janvier ! »
(C.) « Il y a des gens qui ont fait 250 kilomètres pour venir ce jour là quand même ! »
(DVW) « La communication mal faite risque d'influencer la motivation des bénévoles. Il y en a quelques uns qui sont aigris, oui on peut dire aigris, quand même pas au point d'abandonner mais… Même hier, on sentait bien que… il y avait de l'agressivité, justifiée par rapport à Lyon » (…)
(C.) « Ca appartient aux pros, c'est devenu un truc de professionnels. Les salariés du siège, bon… » (…)
(E.) « Moi, je pense que justement le côté artisanal et bon enfant fait que la motivation perdure. On serait dans une structure, par exemple un parti politique, je dis ça, j'en sais rien, j'y suis pas mais ce serait un cadre fixe et rigide, moi je sais que je n'y resterai pas! Certainement pas ! Et je ne veux pas d'une entreprise non plus ! » (…)
(DVW) « « Oui, on n'est pas des petits soldats ! Si on regarde les bénévoles ici, ce ne sont quand même pas des cloches ! Ce sont des enseignants ! Je vous parlais de mon épouse tout à l'heure qui avait un certificat en criminologie, moi-même j'étais représentant et j'étais habitué à réagir au quart-de-tour, à faire des rapports… Enfin bref. Je crois que l'activité à Lyon est en train de se structurer. Mais c'était bon enfant jusqu'à récemment. Et nous les bénévoles, on est compétents, on est pointus dans ce qu'on fait donc bon… On veut être considérés pour ce qu'on est ! »

- **Mener des actions sous contrôle** :
  - HI : La Pyramide de chaussures

Action phare du calendrier des actions du groupe local[13], la Pyramide de Chaussures est l'objet de toutes les attentions de la part du groupe local mais aussi de la part du siège lyonnais. En effet, l'action doit se dérouler selon les normes édictées par le siège, sur le fond comme sur la forme de la mobilisation. C'est une action standardisée, où des codes doivent êtres respectés, même si les moyens apportés aux groupes locaux sont souvent très faibles, les obligeant aux bricolages et sollicitations de réseaux personnels (pour la mobilisation des volontaires mais aussi pour obtenir une autorisation de la mairie, des tarifs préférentiels pour de la logistique, des contacts auprès de journalistes…). La pression du siège est forte et une émulation est entretenue, notamment par la parution du classement des meilleures pyramides dans le journal des donateurs. Le recours à ces ficelles managériales peut aller jusqu'au spectre de l'externalisation, la pyramide niçoise, « championne » l'an passé, ayant été réalisée entièrement par des étudiants d'une Ecole de Commerce. Le témoignage de l'ex-salariée du siège, responsable des ressources humaines, devenue bénévole à Lille, est à ce titre significatif à la fois du regard des salariés du bureau national vis-à-vis de l'antenne locale, mais aussi de l'importation de représentations et savoir-faire managériaux dans l'univers associatif :

Extrait du témoignage écrit d'une bénévole, ex salariée du siège, DRH
Sa lettre, envoyée à tous les bénévoles du groupe, provoquera de vives réactions. Elle a quitté le groupe local quelques mois plus tard.

« C'est par hasard que, cette année, j'ai participé à l'événement pyramides de Handicap International à Lille. A l'époque où je travaillais au siège de HI, j'avais recruté, pour pallier au congé maternité de la responsable des ventes d'artisanat, une jeune fille, [la fille de DVW], qui achevait des études de marketing international. Je l'ai retrouvée ensuite dans une filiale allemande de 3Suisses, qu'elle a quittée depuis pour rejoindre une filiale espagnole. Je l'ai croisée courant septembre, à l'occasion d'une université du marketing à Lille, et elle m'a alors invitée à proposer mes services à son père, qui est l'un des animateurs de l'antenne de bénévoles de Lille, me faisant passer le message que l'antenne manquait éventuellement de ressources.

[13] Voir pour le descriptif ethnographique sur Rennes : Ollitrault (S.), 2005

J'ai été accueillie avec enthousiasme par ce monsieur, qui m'a aussitôt proposé de tenir le stand presse-VIP, stand qui semblait faire peur à tout le monde. (…)

Cela me ramène aux problématiques de 3Suisses France sur les questions d'identité et d'image.
Comment faire percevoir à la personne qui passe là par hasard, quelque chose de cohérent et de simple sur ce qu'est HI, son métier de base (le transfert de compétences en matière d'appareillage et de rééducation), et ses objectifs, afin qu'elle s'identifie à cette « marque » ? Quelle émotion cherchons-nous à provoquer ? Comment voulons-nous influencer le comportement de nos clients ? Comment se démarquer des concurrents avec lesquels il va nous confondre ?
Le « client » qui passe se demande : que me propose-t-on ? On lui propose de signer une pétition : les gens disent « ça sert à quoi ? », signent pour ne pas dire non, parce que ça n'engage à rien et que ça peut éventuellement être utile au monde, et se demandent vaguement si ça ne va pas permettre de leur adresser ensuite des sollicitations… On propose de l'information : Sur la guerre dans le monde ? Sur l'industrie des mines ? Sur les personnes handicapées ? Sur l'actualité internationale ? Sur une association qui s'appelle Handicap International ? Le nom lui-même est polysémique. (…)

Faut-il recommencer, année après année, la pyramide ? La mobilisation sur ce mode n'est-elle pas désormais décalée, ringarde, datée (la pyramide, c'est comme la fête de l'huma, un événement situé, qui incarne une certaine conception de la société) (…). Parlons-nous à nos clients fidèles ou cherchons-nous à en capter de nouveaux ? Un tel événement n'est-il pas destiné à surprendre, obligé de se renouveler, pour que l'intérêt du public lui aussi se renouvelle ? Quels progrès de notre cause donnons-nous à voir ? HI n'est-elle pas menacée de perdre son public, tandis que les façons de parler à ce public évoluent ailleurs sous la pression accrue du commerce mondial ?

Du fond de mon stand « presse-VIP » j'ai gambergé ! J'ai gambergé aussi sur la méconnaissance par les bénévoles de ce qui se passait sur le terrain et au siège, et leur faible envie d'en savoir plus. Etre bénévole, c'est d'abord faire quelque chose, quelque part, gratuitement, avec d'autres personnes, dont on fait l'hypothèse qu'elles partagent nos valeurs ou nos convictions, et que ça a un sens de donner un peu de son temps et d'affronter un certain inconfort pour le bénéfice collectif qui découlera de notre action. Le bénévole est le plus souvent modeste et anonyme, pas fier, prêt à faire ce qu'on lui dira de faire, et relativement disponible (en fonction de ses autres activités). Certains vendent des produits, d'autres servent des cafés, collectent des signatures ou distribuent des documents. Le bénévole retraité vient aux réunions, mûrit sa participation, affiche son engagement dans son cercle de proches, persiste souvent durablement, tandis que le jeune, bénévole d'un jour, plus volatile, peut adhérer instantanément, dès lors qu'on le sollicite personnellement, n'a pas peur d'affronter son prochain et de personnaliser sa participation (il récolte des signatures, il écrit des chansons…) et peut disparaître après quelques heures. Tous pourraient faire la même chose pour une autre cause, type resto du cœur ou secours populaire. Il y en a que ça dérange que « la croix » soit là et qui se demandent si c'est un partenariat institutionnel passé par le siège… personne n'est au courant ?… Bref : c'est riche, une pyramide !!! »

Si la Pyramide reste un exercice obligatoire pour l'antenne locale, les polémiques sur un usage immodéré des techniques commerciales ou managériales peuvent apparaître lors des réunions. L'antenne locale peut montrer sinon sa désapprobation de manière frontale au moins sa mauvaise volonté à réaliser certaines opérations. Ainsi à Rennes, aucun bénévole ne s'est mobilisé pour inciter à l'achat des sacs à sapins HI au sein d'un grand magasin. La responsable locale a informé Lyon qu'elle n'avait trouvé aucun volontaire. En réalité, les bénévoles trouvaient inconcevable de jouer le rôle de « commercial » en arguant de manques de savoir-faire, de savoir-être et du refus d'endosser cette image.[14]l

- GP : relayer localement les directives d'Amsterdam

Nous avons déjà évoqué le fonctionnement très centralisé et pyramidale de Greenpeace. Pour le groupe local, cela implique de suivre à la lettre les directives des échelons national et international. Le choix des campagnes prioritaires est par exemple décidé chaque année par le board international, relayé par les bureaux nationaux et enfin « parachuté » jusqu'à l'échelon local. Le système pyramidal de Greenpeace est aussi structuré autour de la promotion de bénévoles, repérés par le coordinateur, à qui l'on propose de devenir *activistes* ou *référents* d'une campagne

[14] Observons que par ailleurs, les bénévoles n'ont aucun problème à faire de la vente dans les espaces non-commerciaux mais militants du type marché alternatif ou solidaire.

particulière (au niveau local), via des formations organisées par le bureau national. Le *basic training*, le passage par la *warehouse*, les réunions au bureau parisien ou la montée à bord d'un des navires de l'organisation, sont des rites de passage qui consacrent le bénévole. Mais tous ces rites sont administrés par l'échelon national et ils n'octroient pas un droit de parole ou une autonomie spécifique de l'initié à l'échelon local. Cependant, l'observation des interactions locales en réunions ou en actions montre bien que l'importance du bénévole local, conférée par les membres via des marques de respect diverses, est proportionnelle à l'acquisition de ce type de galon militant national ou international.

A l'inverse, le capital militant acquis ailleurs, par une multipositionnalité associative et politique ou encore une carrière militante longue et diversifiée, peut être dévalorisé dans le groupe local. La pureté de la fidélité à Greenpeace s'oppose alors à l'ambivalence de ces agents doubles, porteurs de casquettes multiples. Ainsi, cette méfiance s'incarne dans la « rivalité » au sein du groupe lillois entre le coordinateur, fondateur du groupe local, activiste et incarnant GP (Maître de conférence en Automatique et sportif intensif) et son *outsider*, syndicaliste (CFDT puis SUD) et militant associatif chevronné (membres de multiples associations dont ATTAC, une association locale de protection de la nature ou encore membre de jardins ouvriers). Le premier s'aligne systématiquement sur la voix unitaire du bureau parisien tandis que le second aspire à une autonomie plus forte pour le groupe local. Cet outsider propose constamment des partenariats mais il se voit refuser (et reprocher), par exemple, le fait de porter le T-shirt de Greenpeace dans une manifestation initiée par le groupe local d'Amnesty International. Lors de l'initiative KO Social (série de concerts et de mobilisations associatives organisées en 2004), c'est lui qui se chargera de représenter GP, son action étant légitimée a posteriori par le siège grâce à la bonne couverture médiatique obtenue. De fait, la récente décision de GP International de s'ancrer davantage dans le mouvement altermondialiste[15] et de développer des collaborations avec d'autres associations a conforté la position de cet *outsider* multipositionné, puisque ses anciens signes d'indignité militante sont devenus des ressources prisées par le siège.

- **Être dépossédé : le cas de la collecte de fonds**

Un des axes principaux du mouvement de managerialisation des ONG est lié à la rationalisation de la collecte de fonds[16]. Depuis quelques années, un nouveau moyen de collecte a été développé, d'abord par Greenpeace, puis par l'ensemble des ONG. Son principe est simple : solliciter des dons par prélèvement automatique (en moyenne dix euros par mois) dans la rue, auprès des passants, par des « recruteurs ». L'aspect novateur du programme tient en partie au statut du recruteur : il est embauché pour ce travail selon ses compétences et rémunéré, sur une base fixe et parfois à la commission, selon ses résultats (un seuil chiffré de recrutements quotidiens doit être atteint). L'embauche n'est conditionnée ni à une adhésion préalable à l'ONG, ni à une connaissance spécifique de la cause défendue ou même de l'association. Le recruteur est formé en un week-end aux techniques de vente et familiarisé aux thématiques de l'association.

Ce programme, nommé Direct Dialogue, connaît un succès financier très important. Le bureau français de Greenpeace commence à développer le programme en 1998 et abandonne progressivement tous les autres canaux de collectes (principalement la location et l'achat de fichiers pour la prospection par courrier) : il compte alors sept salariés, un million d'euros de ressources et 18 000 adhérents. Fin 2004, ce même bureau compte 86 000 adhérents, avec un budget de 4,8 millions d'euros et 45 salariés permanents (auxquels s'ajoutent les centaines de recruteurs salariés pour des contrats d'un mois ou deux). Le programme est le principal contributeur à ce succès

[15] Cf Fréour, 2004
[16] CF Lefèvre, (à paraître)

puisqu'il rapporte pour l'année 2003 4,5 millions d'euros et 17 000 nouveaux adhérents, pour un budget de fonctionnement de 771 000 euros.

Si le développement de ce programme a provoqué de vives tensions au siège de l'association[17], la réaction au sein du groupe local fut également teintée de méfiance. En effet, le sentiment de se faire déposséder de la responsabilité de représenter l'association et de recruter de nouveaux adhérents, est redoublé par la perplexité de voir cette tâche confiée à des individus non-membres de l'association et ayant une connaissance souvent succincte de son travail et de ses campagnes, comme l'illustre le témoignage d'une membre du groupe local de Lille :

« Au début, c'est vrai qu'on était vachement méfiants. Y a une sorte de fierté à militer au quotidien et je dirais que les gens disaient, peut-être un peu hautains, que c'était des salariés, qu'ils étaient pas vraiment dans le truc, ils y connaissent rien, ils peuvent pas faire face aux personnes… Donc y avait un peu une fierté qui faisait qu'on avait tendance à dénigrer Direct Dialogue. ***[d'autant que dans les premières éditions, vous n'étiez pas prévenus]*** *Oui, voilà, y avait ce problème là aussi. Et [le responsable d'équipe des recruteurs] a proposé que DD vienne recruter pendant qu'on faisait des stands et c'est vrai que ça a été assez mal accueilli parce qu'il fallait pas confondre les deux choses, on voulait pas que les gens prennent peur, qu'ils croient que nous aussi on est là pour leur demander des sous… »*

La méfiance semble réciproque puisque les groupes locaux n'étaient pas prévenus de la tenue des sessions lors des deux premières éditions et les recruteurs ne devaient pas évoquer l'existence des groupes locaux, comme l'explique CV, responsable du groupe local de Lille et activiste :

« Ensuite, il y avait un cloisonnement très important entre le programme Dialogue Direct et le groupe local. La première fois, on n'était même pas informés que le programme Dialogue Direct était dans notre ville ! Y a des gens qui nous appelaient après, « on vous a rencontré », et nous « heu, ben non… », obligés de faire semblant d'être au courant déjà… Donc ça, ça a évolué, après ils nous ont communiqué les dates, ils nous ont demandé si on voulait les rencontrer, donc ça pas de problème et réciproquement. Et au début aussi, ils ne voulaient pas donner l'information qu'il existait un groupe local sur Lille. [« et pourquoi ça ? »] Alors la raison qui m'a été donnée, c'est que si les personnes demandent s'il y a une antenne sur Lille, ils vont prendre ça comme excuse pour ne pas faire leur don auprès du programme Dialogue Direct. C'est-à-dire qu'ils vont se retrancher derrière l'existence de ce groupe en disant « aujourd'hui, j'ai pas le temps » ou « ok, donnez-moi les contacts, je les contacterai moi-même et je vous ferai un don par leur intermédiaire »... (…) En fait, y a juste l'année dernière où c'est le programme qui a fait la démarche de venir nous voir. Mais c'est vrai que nous, ni les militants, ni moi, ne voyons trop l'intérêt d'aller les rencontrer. Bon, si on va prendre un pot ensemble et discuter, peut-être que ça les amènera à venir nous rejoindre au groupe mais on n'a jamais pris le temps de le faire.»

Le succès financier du programme a conduit la majorité des ONG à l'adopter. Mais la plupart ont opté pour une sous-traitance du programme auprès d'une agence qui s'est rapidement spécialisée dans la collecte de rue. Ainsi, alors que les bénévoles des groupes locaux d'HI nous répétaient, voyant le programme de Greenpeace dans les rues que *« Ca, c'est bon pour Greenpeace, chez nous, c'est impossible ce genre de choses, ça ne passera jamais. »*, le programme fut adopté par le siège lyonnais il y a deux ans et externalisé auprès de cette agence, déjà en charge des programmes d'une dizaine d'associations comme WWF, Care, Médecins du monde, Aides, l'Unicef, le Secours catholique… L'observation à Lille des sessions d'embauche des recruteurs, de formation puis du travail dans la rue révèle l'écart entre le « HI » des recruteurs et celui des bénévoles. En effet, tout oppose ces deux populations : leur âge (25 ans de moyenne d'âge pour les premiers, 50 pour les seconds), leur sensibilité aux causes de l'association (rattachées à l'altermondialisme pour les premiers, au parrainage d'enfants et à la question des mines pour les seconds), leur rapport à l'organisation (une marque et un employeur pour les premiers, un engagement au long cours pour les seconds). De fait, aucun contact n'existe entre le groupe local et

[17] Cf Lefèvre 2003

les recruteurs. Interrogée sur sa perception du programme, une membre active du groupe local, engagée depuis cinq ans pour la Pyramide de Chaussures mais aussi ancienne expatriée d'HI au Cambodge, nous répondra : *« Je trouve ça super de voir ces gens bénévoles se donner pour l'association. Je vais les féliciter à chaque fois que je les croise. »*. Cette ignorance du statut des recruteurs (rémunérés et non-membres d'HI), témoigne de l'entretien d'une distance entre le groupe et le programme par le siège. A l'inverse, les recruteurs interrogés n'avaient souvent aucune connaissance de l'existence du groupe local. Parfois, des réactions de donateurs, se plaignant de l'attitude excessivement commerciale de ces « jeunes », sont répercutées au niveau de l'antenne locale. Les bénévoles de l'antenne avertissent le siège lyonnais au nom du brouillage voire de l'atteinte de l'identité de l'ONG mais les membres du siège répondent que l'avantage de ce type d'action domine sur les inconvénients[18].

A ce moment de l'étude, que pouvons-nous observer ? Ces ONG, souvent placées sous la typologie des « nouveaux mouvements sociaux », post-industriels (droits de l'homme et environnement) entrent pourtant en contradiction avec ce modèle censé faire la part belle à l'autonomie des individus, au sein de structures anti-hiérarchiques où s'épanouiraient des engagements « post it ». On voit au contraire des institutions où la division du travail assigne chaque individu à des tâches précises. La rationalisation des tâches peut aller jusqu'à opérer une segmentation si poussée que des populations oeuvrant pour la même ONG, sur le même territoire, s'ignorent et en offrent une image parfois contradictoire.

A ce titre, le jeu d'échelles entre les campagnes transnationales et les groupes locaux fonctionne grâce à un système vertical hiérarchisé, où les échanges du haut vers le bas (déclinaison de campagnes thématiques et allocation de matériel et d'argent par exemple) ou du bas vers le haut (recrutement des activistes nationaux) obéissent à des codes stricts. L'articulation des espaces, entre le local, le national et l'international, est davantage structurée par un chaînage rigide que par l'émergence spontanée d'une « société civile transnationale » où les générosités d' « ici » répondraient aux besoins de « là-bas ».

Les groupes locaux sont des structures dominées, impersonnelles et aux pouvoirs très minces. A priori, les gains matériels, symboliques et psychologiques sont ténus : convivialité très faible, absence de prestige au sein de l'institution et auprès du grand public et enfin peu de perspectives de promotion au sein de la structure (pas de salarisation envisageable). Au vu des conditions objectives de fonctionnement de ces groupes, on peut donc s'interroger sur ce qui fait venir et surtout tenir les bénévoles locaux ? Quelles marges de manœuvres se créent-ils ? Qu'est ce qui leur procure leur « bonheur militant » ? Comment peuvent-ils « s'y retrouver » ?

La réponse à ces questions n'est pas fournie par le simple décryptage fonctionnaliste des organigrammes que nous avons opéré jusqu'ici. Seule une sociographie des bénévoles attentive à leur modalité d'appropriation, d'usage et d'investissement de la structure de mobilisation, a priori rigide et impersonnelle, nous permet d'y apporter des éléments de réponse.

[18] Note de terrain, réunion inter-antennes octobre 2005 à Nantes. Echanges entre les responsables de certains groupes locaux et les responsables « antennes locales » et « politique » du siège.

II Le bonheur militant malgré tout : les réenchantements via le proche et le lointain

1. Avoir prise ici sur le lointain

- Des « cosmopolites enracinés » travaillés par le rapport au lointain…

Nous l'avons vu, l'architecture « local-national-transnational » semble tenir par une structuration hiérarchique. Une illusion fonctionnaliste pourrait nous conduire à faire l'hypothèse de l'adhésion des bénévoles par le caractère *logique* de cet échafaudage. Pourtant, cette dimension organisationnelle ne permet pas à elle seule de comprendre comment tiennent les bénévoles. Au travers des entretiens et observations ethnographiques, il apparaît davantage que si cette articulation sur le papier leur « parle », c'est qu'elle résonne avec leur trajectoire biographique. Ainsi, si la perspective d'avoir prise ici sur le lointain les intéresse, les stimule et surtout leur paraît envisageable, c'est parce que leurs expériences passées leur permettent de construire ces passerelles de causalité, de responsabilité et de coopération entre « ici » et « là-bas ».

Parler de « là bas », s'y référer pour légitimer son engagement, voir l'enchanter dans les moments pénibles, n'est possible pour ces bénévoles qu'au regard de la familiarité, de la proximité biographique qu'ils entretiennent avec des territoires géographiquement lointains. Celle-ci s'est construite de différentes façons, sur un mode indirect (histoires familiales, construction d'imaginaires sociaux valorisants le lointain) ou direct (expériences d'expatriation professionnelle, service militaire outre-mer, voyages au long cours, parcours itinérant initiatique, mise en couple avec un(e) étranger(e)…). Elle est maintenue par des voyages, des lectures, mais aussi le parrainage d'enfants pour des bénévoles d'HI, ou la fréquentation d'expositions et le visionnage assidu de documentaires pour plusieurs bénévoles de Greenpeace.

Cette familiarité avec le lointain est aussi travaillée par des carrières morales où pèsent l'héritage des socialisations catholiques (notamment pour les bénévoles-parrains d'enfant d'HI) ou des engagements tiers-mondistes des plus anciens bénévoles de Greenpeace. Pour les plus jeunes, ce sont les parcours universitaires qui ont souvent favorisé les séjours à l'étranger et la découverte d'enjeux dépassant le cadre hexagonal. Cette propension à créer des cadrages liant le local au transnational via des expériences vécues, est appuyée par des lectures activant des chaînages de causalité entre « ici » et « là-bas »[19]. Ainsi *l'agir local, penser global* de la cause écologiste est devenu un mot d'ordre porté par l'altermondialisme du « Monde Diplomatique », fréquemment lu par les bénévoles de Greenpeace et par une frange de bénévoles de HI. Ces derniers assimilent le combat contre les mines antipersonnel à une lutte antimilitariste, mettant en cause la responsabilité des industries d'armement françaises, accusées de faire passer le profit avant la sécurité des populations civiles. Mais le mot d'ordre *agir local- penser global* est aussi relayé par des publications catholiques, de Témoignage Chrétien à La Croix, lues par des bénévoles de HI, plus âgés et parfois plus conservateurs que ceux précités, et surtout attachés à la mission de parrainage d'enfants (handicapés par les mines). La diversité des causes est donc recoupée par une commune propension à mobiliser des références intellectuelles et des expériences personnelles pour articuler le local au transnational.

A la suite de S.Tarrow et D. Della Porta[20], il conviendrait de parler de « cosmopolites enracinés » pour saisir le positionnement de nos bénévoles. Ce terme (*rooted cosmopolitan*) est utilisé par ces auteurs pour désigner les militants altermondialistes, détenant des capitaux et des ancrages leur permettant de faire entendre leur voix dans des arènes locales, tout en étant socialisés

[19] Le documentaire d'Hubert Sauper « Le Cauchemar de Darwin » (2004), vu et apprécié par de nombreux bénévoles, illustre bien la diffusion et l'appropriation de ces cadres d'injustice.
[20] Della Porta (D.) & Tarrow (S.), 2005

par des trajectoires professionnelles et sociales aux enjeux de l'international[21]. De même, les travaux de Y.Dezalay et de B.Garth[22], ainsi que ceux de N.Guilhot[23], mettent en lumière tout le profit à tirer d'une lecture qui étudie le statut des acteurs capables de (se) jouer des échelons locaux et transnationaux, cumulant les gains de l'universalisation de cause locale et l'utilisation au local de pouvoir acquis dans des arènes internationales.

Si nous n'aborderons pas la question de l'auto-labellisation d' « altermondialiste » ou de « militant », refusée ou revendiquée selon le profil de bénévoles, dans un groupe comme dans l'autre, tout l'enjeu est de saisir, au-delà du terme générique de « cosmopolites enracinés », les différences de positionnement vis-à-vis du local et du transnational, des individus. Le terme risque de gommer trop rapidement des différences importantes dans les modes de socialisation à l'international : en effet, si ce n'est par un goût et une aptitude à parler « ici » de « là bas », comment comparer la bénévole d'HI, « vieille fille » retraitée et fervente catholique pratiquante, marraine d'enfants par parrainage associatif dans « des villages où ils n'ont rien », qui n'a jamais quitté la France[24] et le jeune enseignant de géographie bénévole de GP, activiste, partant avec vélo et sac-à-dos tous les étés dans des pérégrinations de « loisir » autant que de « salut »[25] ? Nous voudrions également attirer l'attention sur le fait que cette notion ne doit pas homogénéiser l'ancrage au local. En effet, le rapport au lointain est aussi travaillé par les situations contrastées d'enracinement au local. A ce titre, la disposition à s'attacher au lointain est parfois renforcée par une propension à l'exit, virtuel ou réel, mais souvent désiré.

- … et à « l'ici »

Là aussi, notre propos ne doit pas conduire à une lecture fonctionnaliste postulant que la propension à l'escapisme serait définie par le fait que les individus considérés sont frustrés, nécessairement mal à l'aise avec la vie menée ici[26]. Il s'agit au contraire de saisir en quoi certains moments de vie et certaines configurations biographiques, sont propices à un engagement provoquant un détachement de l' « ici ».

Dans le groupe local de GP Rennes, majoritairement composé d'étudiants et de jeunes chercheurs d'emplois, on observe par exemple que ceux-ci, outre leur forte socialisation à l'international, sont dans des situations de précarité économique, d'inconfort social, tranchant avec les capitaux culturels et scolaires détenus. Le cadre hexagonal leur semble réducteur, pour les

[21] Pour une application de cette grille de lecture aux participants du Forum Social Européen de Saint Denis, on lira avec intérêt la contribution de Boris Gobille et Aysen Uysal, 2005, p :105-127
« Socialisation à l'Europe et à l'international mais préoccupations aussi pour des enjeux nationaux, bâtisseurs d'une société civile transnationale mais fonctionnaires de l'Etat national, croisés de la politique par le bas mais médiateurs entre les citoyens et les décideurs politiques, *established* par appartenance professionnelle et par dotation culturelle mais *outsiders* par vocation et répertoires d'action, etc : il n'y a là que de faux paradoxes, qui disent au contraire combien les militants altermondialistes ne sont pas les acteurs d'une « tribu globale », mais bien au contraire des « rooted cosmopolitans », des cosmopolites enracinés. » (p :123) Concernant la notion de « rooted cosmopolitans » , on peut renvoyer aux écrits de Tarrow et citer, par exemple, : « In the business world, in international organizations and institutions, in the « epistemic communities » that link professionals around the world, and in transgovernmental networks, we find more and more individuals whose primary ties are domestic but who are part of complex international society. » Tarrow, (2005,p.9)

[22] Pour les ressources et réseaux nationaux permettant de (et donnant intérêt à) bâtir une rhétorique de l'universel, Dezalay (Y.), 2004 et Dezalay (Y.) et Garth (B.), 2002

[23] Guilhot (N.), 2005

[24] Cette illustration (qui est un cas réel) a valeur d'exemple, non de typologie distinctive HI/GP, car, même si les bénévoles de HI rencontrés sont majoritairement croyants et se sentent « chrétiens » (et ceux de GP plus souvent athées), des cas inverses se rencontrent aussi.

[25] On fait ici référence à la typologie de Mauger et Pennetier sur les lectures « de salut »

[26] Cette lecture faisant écho à l'hypothèse, aussi récurrente que douteuse, de l'altermondialisme comme phénomène de réaction des « perdants » de la mondialisation. Cf Gobille (B.) et Uysal (A.), 2005

problèmes politiques à traiter comme pour l'épanouissement de leur carrière professionnelle, tant ils perçoivent les débouchés locaux comme restreints.

Plus largement, l'âge d'entrée dans les groupes locaux offre schématiquement trois cas de figure (pour les quatre groupes locaux étudiés): à vingt ans, en tant qu'étudiants, à quarante ans (stabilisation de la carrière professionnelle, familiale, sédentarisation) ou au moment de la retraite, à soixante ans. Le point commun de ces moments de vie est de créer des positions qui leur permettent de s'engager, disposant davantage de temps et d'autonomie, mais où un des moteurs de l'engagement est aussi exprimé sous la forme d'une sortie souhaitée de ce « moment », vécu comme ennuyeux, voire « dévitalisant ». Nombreux sont les témoignages d'étudiants s'ennuyant en cours mais craignant un marché du travail peu prometteur, de quadras se plaignant spontanément de leur « crise de la quarantaine »[27] ou de jeunes retraités qui redoutent de « s'enterrer doucement » et qui nous expriment avec force leur envie de ne pas « être réduits à ça », notamment en s'en arrachant via l'engagement au sein du groupe local, vers des thématiques, des territoires et des enjeux très éloignés de leur quotidien.

Mais cette envie de s'extraire d'un « ici » jugé décevant peut conduire à des positions de porte-à-faux complexes vis-à-vis des proches, tandis qu'elle ne suffit pas à s'intégrer dans un groupe local. En effet, l'absence de parcours associatif préalable ne permet pas d'avoir les « codes » pré requis, véritable barrière à l'entrée dans le groupe, comme l'illustre le témoignage suivant :

(homme, 43 ans, marié, 2 enfants ; travail dans la gestion de projets en informatique, bénévole irrégulier du groupe local de GP Lille, Entretien Juillet 2004)
« Comment tu as entendu parler de Greenpeace ?
Ça, c'est une bonne question… Tout le monde a entendu parler de Greenpeace. Les baleines avec les bateaux qui s'interposent, le Rainbow Warrior…
Comment tu es arrivé au groupe local ?
Bonne question… Bon, ça fait des années que j'ai envie de m'investir dans l'associatif, dans les ONG, faire quelque chose… J'ai 43 ans, je pense que c'est la crise de la quarantaine… (sourire). Je pense que c'est ça. J'ai construit, je suis marié, j'ai des enfants qui commencent à être un peu grands, j'ai construit une famille, la réussite professionnelle… J'ai pas envie de faire que ça. Et j'avais envie de me bouger.(…) Tout gosse, je voulais voyager et aider les autres. Vraiment, c'était mon objectif dans la vie. J'ai encore ça en moi. C'est pour ça, peut être que maintenant que ma vie est à peu près construite, je veux concrétiser ça. Ça a toujours été un manque chez moi. Et bizarrement, je suis jamais passé à l'acte. Et avec mes 40 ans, je me suis dit que bon, là, fallait y aller.
Il n'y avait pas de bénévolat dans ta famille ou…
Non, non. Et c'est peut-être pour ça que je ne suis pas passé à l'acte plus tôt. Peut-être que si j'avais eu l'environnement… La personne, dont je te parlais tout à l'heure (conseillère municipale), ses parents militaient, étaient dans plein d'assos, donc c'était plus facile pour elle… C'est dans son éducation. Moi, c'était pas du tout dans mon éducation d'aller vers les autres et de les aider.
Donc c'est un monde que tu connais pas du tout ?
Oui, voilà. Et du coup, c'est intimidant. Dans les réunions, ça parle d'ONG et d'assos que tout le monde semble connaître. Ben pas moi ! Et tu dis rien parce que tu veux pas avoir l'air con. Mais j'ai envie de découvrir…
Et avec tes proches, le fait que tu sois à Greenpeace, ça les étonne ou ils trouvent ça bien ou…
Non, non, ça ne se passe pas très bien. Par exemple, ma femme, elle comprend pas.[en détachant chaque mot] Elle ne comprend pas…
Elle ne comprend pas pourquoi Greenpeace ?
Elle ne comprend pas que j'ai besoin de faire autre chose. En plus, je lui en ai pas vraiment parlé, et puis, moi-même, je sais pas trop dire pourquoi maintenant, pourquoi Greenpeace… alors, elle, elle a du mal à me

[27] L'étude sociologique approfondie de ce diagnostic auto-administré reste à faire. A mi chemin entre la boutade et l'aveu, entre l'introspection et le slogan d'une « psychologie pop », elle témoigne souvent d'une lucidité et d'une angoisse face à la stabilisation (parfois éprouvée comme une standardisation) d'une carrière professionnelle, familiale, amoureuse et militante, signifiant que « les jeux sociaux sont faits ».

suivre… Bon, je lui disais de temps en temps que c'était pas spécialement ma vie, boulot-métro-dodo, planifier les vacances pour rêver un peu et faire les courses le samedi… Je sentais bien que j'avais envie de faire autre chose. Et maintenant que je veux concrétiser cela, ça ne se passe pas très bien…

D'ailleurs, je ne t'ai pas demandé mais tu fais quoi comme boulot ?

Je suis chargé de projets en informatique. Un truc heu… Je travaille pour des sociétés de service donc je travaille pour des clients. J'étais quelques années à Arcelor à Béthunes. Maintenant je suis à la BNP à Ronchin. J'avais demandé à changer de client assez rapidement parce que j'en avais marre…Donc je viens d'arriver après 4 ans à Usinor mais je me rends compte que… Je suis en réunion avec des gens en réunion de la BNP, qui se posent des questions dont je me fous complètement, je les regarde et je me dis « Mais qu'est ce que je fous là ?». Et je… enfin… enfin voilà quoi… (silence)

Et ta femme, elle fait quel travail ?

Elle ne travaille

Et donc, tu disais que c'est compliqué d'expliquer à ton entourage ton envie de t'engager ?

Oui, c'est très difficile. Je ne suis pas compris par mon entourage. Mais c'est ma volonté. Et j'y tiens. Parce que je pense que ça me permettra de m'épanouir. Parce que ma vie, pour l'instant, comme je t'ai dis, euh…faire de la gestion de projet en informatique, euh… bon. J'y prends pas un plaisir sensationnel…Mais oui, vraiment, j'ai besoin de ça pour m'épanouir parce que sinon, j'ai l'impression que je tourne en rond… C'est comme une frustration, je sais pas comment dire… »

La création de passerelles et/ ou de portes de sortie ?

Cette appétence sociale pour « aller voir ailleurs », pour un *estrangement* qui attribue au « lointain » une aura de désirabilité et à l' « ici » les raisons d'un ennui personnel et/ou des malheurs collectifs (notamment pour les carrières morales nourries par le tiers-mondisme et le catholicisme social activant des catégories comme « la société occidentale »), donne du poids au travail de l'institution qui va organiser cette valorisation de l'action rompant avec le quotidien et l'ordinaire.

Ainsi, GP valorise les activistes, ces « super-héros » sans attache (beaucoup ne sont d'ailleurs pas reliés à un groupe local), sans marquage social (y compris visuellement, par l'utilisation de l'uniforme blanc) et capables de défier toutes les institutions, à tout moment, à tout endroit, de manière spectaculaire, conjuguant les vertus de l'exploit physique, de la créativité artistique et de la performance stratégique. Le bureau national réactive périodiquement cet horizon héroïque auprès des médias mais aussi auprès des groupes locaux, par une communication interne mobilisant sans cesse cette icône, ou en conviant de temps en temps un « simple bénévole » au *basic training* qui le consacrera activiste, ou, enfin, en proposant de temps en temps aux bénévoles du groupe local d'épauler les activistes sur des actions, même de manière purement symbolique et non-implicante (comme l'action anti-OGM dans le port de Lorient en janvier 2005). L'institution propose ainsi un accès sécurisé et balisé socialement[28], à une mise en danger relative, une exposition au risque, à l'impromptu (vécu comme tel même si le scénario de chaque action de Greenpeace est prévu avec une rigueur minutieuse). Toutefois, le discours du responsable du groupe local aime accentuer sur la prise de risque ou encore l'effet happening, du jeu du chat et de la souris avec les représentants de l'ordre public (police) ou de l'ordre privé (vigiles des centres commerciaux). Le discours vise à séduire ces jeunes « intellectuels », en construisant l'interface avec les forces de l'ordre sur le modèle de jouer à faire le malin (rappeler les droits de consommateurs ou de citoyens face aux réglementations de l'ordre public). Les jeunes ont les « moyens » de discuter le droit, de rappeler l'iniquité de certaines situations en puisant dans les argumentaires juridiques. Le risque d'être arrêté est, néanmoins, mis en en scène par des rappels sur le mode du clin d'œil : « N'oubliez pas vos papiers d'identité. »

A Handicap International, c'est la figue de l'expatrié qui est valorisée. Si le « simple bénévole » a peu de chance de devenir expatrié pour l'organisation, le bureau national tient à marquer la commune appartenance des deux populations au sein d'une même famille. A chaque

[28] Pour une réflexion stimulante sur l'usage socialement structuré de l'exposition à la violence, Cf Elias (N.), Dunning (E.), 1994

réunion de parrains organisée par le groupe local, tous les dix huit mois, le siège lyonnais envoie par exemple un expatrié de retour de mission raconter aux bénévoles d' « ici » ce que leur organisation réalise « là-bas ». Tous les interviewés ont évoqué ces séances à la fois comme des moments de re-motivation collective pour les tâches à venir (*« Ca redonne la pêche, ça nous montre que tout ça, ça vaut le coup, même si c'est dur et pénible parfois d'organiser tout ça. »*) et aussi comme des instants de valorisation (*« On est fiers, quand même, on se dit que c'est grâce à nous, aussi, un peu, tout ça, ce qui est réalisé là bas… D'ailleurs, ils nous le disent, hein, les expatriés, que c'est aussi grâce à nous ! »*). Cette réinscription de l'action locale dans l'horizon transnational par l'institution permet ainsi de revaloriser les tâches ingrates.

Par la fréquentation des « héros » (témoignage d'un ancien volontaire de HI ayant connu l'Afghanistan et ses prisons pendant quelques jours), des individus ayant connu des situations exceptionnelles (pays en guerre et champ de mines pour HI, garde à vue et actions spectaculaires pour GP) et le sentiment entretenu institutionnellement d'écrire la même histoire, les bénévoles s'identifient au roman de l'ONG, malgré la stricte division du travail, la managerialisation des ressources humaines et la rigueur d'une association qu'eux même perçoivent parfois comme une entreprise.

2 – S'identifier au roman de l'ONG

Dans un ouvrage récent consacré aux lecteurs de polar, Erik Neveu et Annie Collovald[29] analysent des carrières lectorales en les confrontant aux carrières sociales, professionnelles et politiques de leurs auteurs. A propos d'une lecture présentée à la fois comme délectable par le dévoilement d'une réalité trop souvent perçue comme inaccessible (tantôt cachée, tantôt inaccessible quand elle concerne les bas fonds moraux et sociaux) et comme un moyen de « s'évader » du quotidien, ils écrivent : « Si cette lecture s'avère bien une lecture d'évasion, il s'agit d'une évasion somme toute singulière puisqu'elle ne signifie ni abandon de soi dans l'imaginaire, ni identification projetée dans un univers « parallèle » : elle invite les lecteurs à s'échapper dans le monde social réel. (…) Ayant éprouvé dans leur propre trajectoire les contradictions du devenir social, la plupart sont des « gens à histoire » qui non seulement font l'histoire qu'ils lisent en même temps qu'ils se l'approprient, mais trouvent dans leur pratique lectorale les moyens de refaire leur propre histoire vécue en harmonisant les incohérences. »[30] . Il semble que le rapport des bénévoles au roman de l'ONG, avec son ouverture vers un monde lointain, fonctionne en partie comme celui des lecteurs de polar étudiés ici. En effet, leur engagement dans cette structure de mobilisation particulière se structure aussi autour d'expériences biographiques qui s'y réactualisent, par la mise en ordre d'une carrière militante (prolongeant dans une forme contemporaine des militantismes qu'ils ont abandonnés, locaux, tiers-mondistes, caritatifs chrétiens…), d'une carrière professionnelle où les tâches et les compétences reprennent sens grâce à l'horizon d'une utilité sociale renouvelée et enfin par la création de passerelles entre des territoires éloignés, dans lesquels ils ont parfois vécu et dont la mise à distance est souvent douloureuse.

*« **Comment avez-vous eu l'idée de vous investir dans ce groupe local ?Direct Dialogue ?***
Oui…je n'ai pas fait de recherche pour trouver un groupe local ici…Pourquoi Greenpeace et pas une autre asso ? Je suis très spontané : c'est venu comme cela. Je suis tombé sur une personne qui m'a accosté, il y a eu un dialogue, on a discuté. J'ai adhéré point. Cela a été fait…je n'ai pas laissé le temps de…
tout sortir ?
Oui de tout sortir. Je n'ai pas cherché à comprendre. J'ai dit cela m'intéresse.

[29] Collovald (A.), Neveu (E), 2005
[30] Collovald (A.), Neveu (E.), 2005, p :215

Vous connaissiez Greenpeace avant ?
Euh ! Tout petit j'ai encore l'image des zodiacs qui s'interposent entre la baleine et le baleinier. Donc, cà…Oui c'étaient des héros (rire)
donc avoir été démarché …Cela a réveillé la fibre.
Oui (franc) absolument. Je savais où j'allais et je ne sais pas pourquoi, on ne sait pas d'où cela sort. C'est dans une case, bien rangé et puis cela sort…
Est-ce que c'est votre premier engagement associatif ? militant ? quel que soit l'engagement ?
Euh !…militant, ce n'est pas le premier. Il y a plein de formes de militantisme. C'étaient des rencontres notamment avec les amérindiens. Je crois que cela a été le grand révélateur. J'ai fait de la photo et cela est devenu plus de la photo… plus militante. Et puis, mon premier engagement associatif, c'était quand je suis revenu à Rennes en novembre 2001. On a adhéré à une petite association étudiante, d'étudiants dont faisait partie ma petite amie, pour de l'échange culturel avec Madagascar avec vocation après de développer des projets dans le sens du développement durable et du respect des cultures.(…)
Quelle est l'utilité de votre action ?
Et puis l'utilité, c'est encore assez personnel. Mais c'est parce que je suis parti de Guyane et j'ai laissé derrière moi des amérindiens qui souffrent de l'orpaillage, d'une occidentalisation et d'une urbanisation…On ne peut pas parler d'urbanisation là-bas mais disons…il y a une occidentalisation qui gagne du terrain, une dégradation de l'environnement qui gagne du terrain. C'était sans pouvoir les aider directement. C'était une manière. J'ai bien compris qu'il n'y avait pas que eux qui avaient des problèmes. C'étaient tous les peuples racines qui pouvaient en souffrir. Que les causes n'étaient pas nécessairement qu'en Guyane ou dans le pays même où se pose le problème. C'est aussi dans nos actes de consommation ou dans nos actes de vie quotidien parce qu'on est pas tout le temps consommateur. C'est juste un rôle qu'on endosse. C'est dans ces actes quotidiens qu'on peut avoir une influence soit positive, soit nulle, soit négative sur ces populations là qu, par contre n'ont aucun moyen d'agir, aucun moyen de pression. Il était important que je puisse militer, un moyen de me sentir bien après. Quand je me suis engagé, je ne savais pas si cela allait être super-utile ou pas. C'était déjà aller voir. Après sentir une utilité. Donc je me suis engagé de plus en plus. »
(entretien responsable du groupe local rennais, Greenpeace, mars 2005)

➔ Réenchanter des compétences professionnelles

Nous avons déjà évoqué la managerialisation croissante des ONG, la demande d'efficacité toujours croissante, le recours à une division du travail poussée. Cette injonction à l'efficacité sur le mode entrepreneurial s'incarne à GP comme à HI dans une exigence très forte du siège envers les groupes locaux, doublés paradoxalement d'une offre de soutiens matériels très faible. Pourtant, le volume du travail mené par des groupes constitués d'une dizaine de bénévoles actifs, et de cinq ou six autres à l'occasion, est impressionnant.

Récapitulatif des actions des groupes locaux :

HI Lille, année 2004-2005 : hormis la traditionnelle Pyramide de Chaussure en Septembre, l'opération « Sac à Sapin » en Décembre et la réunion « parrain » annuelle, on a dénombré près d'une quinzaine d'interventions de sensibilisation.-

GP Lille, année 2003-2004 : on dénombre, en plus de la réunion mensuelle, des réunions thématiques, et du travail de lobbying (envoie de courriers, appels téléphoniques, rencontres), deux actions directes, cinq soirées thématiques à la Maison de la Nature et de l'Environnement, quatre conférences (respectivement pour l'Université Lille 1, pour des élus, pour une association, et enfin pour un Rotary-club), deux interviews pour les médias, quatre interventions en école et Lycée, quatre participations à des manifestations, quatre actions de pétitions OGM auprès d'Auchan, 22 tenues de stand divers et enfin la participation au rassemblement du Larzac du 8 au 10 Août 2003 pour une dizaine de militants du groupe local qui s'étaient déplacés. On compte donc presque une cinquantaine d'actions pour le groupe local de Lille, soit plus d'une par semaine, sur l'année 2003.

HI Rennes, année 2002-2005 : la Pyramide phagocyte toutes les énergies militantes mais le groupe local a environ une à deux interventions scolaires par mois, des expositions à gérer, des manifestations à animer soit lors de la semaine internationale, de la semaine de l'enfance (enfants soldats) sans compter les marchés de Noël, le marché solidaire et les périodes de festivités (Noël, fêtes des mères) avec vente dans les galeries marchandes des centres commerciaux. La permanence militante au local occupe les mercredis après-midi et à la réunion mensuelle s'ajoute des réunions de sous-groupes. Toutes ces activités militantes reposent sur la bonne volonté de moins de 10 personnes mais les deux responsables cumulent de nombreuses réunions soit de réseau « contre la dette », soit au niveau du quartier (comité de quartier), soit au niveau de la ville de Rennes. C'est un emploi à temps plein pour la responsable qui déclare avec fierté : « j'ai plus de RDV que mon mari ! » (cadre à l'école de la santé publique de Rennes).

GP Rennes, année 2004-2005 : une réunion mensuelle, plusieurs réunions selon les campagnes, insertion dans les réunions de réseau de la Maison de la Consommation et de l'Environnement (MCE). Les bénévoles sont présents sur le marché une fois par semaine à Rennes pour faire signer des pétitions, ils sont sollicités pour diverses actions soit à Paris, soit en Bretagne. Afin de préparer des actions de lobbying local, les bénévoles se réunissent également. Aucune semaine ne se passe sans au moins une action –sauf pendant les vacances estivales et –particularité rennaise, sans doute- pendant les périodes de révision.

La conséquence de ce volume de travail chronophage et des faibles ressources fournies par l'institution, est le nécessaire réinvestissement dans l'activité bénévole de compétences, savoir-faire et contacts forgés dans le cadre de l'activité professionnelle. En effet, bien que depuis peu, des formations soient apportées aux responsables de campagnes thématiques des groupes locaux de Greenpeace, on observe une spécialisation rapide des bénévoles dans une division du travail ne devant rien au hasard, puisque l'activité militante devient un prolongement de l'activité professionnelle. Ainsi, à GP comme à HI, les enseignants effectuent les tâches de sensibilisation (par exemple, le stand enfant est tenu par une enseignante du primaire et une animatrice de centre loisirs), les individus travaillant dans la logistique mobilisent leur carnet d'adresses et leurs savoir-faire, les mieux dotés culturellement et socialement occupent les postes de représentations… En conséquence, l'établissement de passerelles entre les sphères professionnelles et militantes se fait de manière évidente, redoublant l'investissement biographique dans l'activité bénévole. Si quelques rares individus renâclent à « faire le dimanche la même chose que pendant la semaine », beaucoup s'en servent comme moyen d'habilitation, pour trouver leur place. Plus encore, des tâches habituellement accomplies dans le cadre du travail et partiellement dévalorisées, sont réenchantées par leur inscription dans l'horizon d'une utilité sociale. On a ainsi rencontré des enseignants malheureux dans leur travail, mais ravis d'aller effectuer des opérations de sensibilisation en dehors de leur établissement d'origine, ou un employé d'une mairie découvrant des ressources jusqu'ici insoupçonnées à son emploi, en mobilisant un carnet d'adresses professionnelles pour obtenir à des tarifs préférentiels des appuis logistiques pour organiser la Pyramide de Chaussures. Un double mouvement de réenchantement du militantisme d'une part et de l'activité professionnelle d'autre part, se conjugue alors.

Le cas des étudiants et jeunes entrant sur le marché du travail est, à cet égard, spécifique. Pour plusieurs jeunes diplômés en physique, biologie ou agronomie (GP) ou kinésithérapie (HI), la participation aux activités du groupe local est aussi vécue parallèlement à la quête d'une voie professionnelle conciliant recherche d'emploi et respect de valeurs. Ce premier pas permettrait de construire progressivement une alternative au devenir professionnel balisé socialement, que ce soit dans l'agriculture biologique (contre l'agriculture productiviste), les éoliennes (contre EDF) ou l'aide d'urgence (contre l'exercice médical bourgeois).

« Quelle est la campagne qui t'intéresse le mieux en ce moment ?
En ce moment ce sont les OGM. Ca c'est sur mais bon…au départ c'était plus la campagne énergie renouvelable. Car c'était cela ma motivation. Je voulais travailler dans ce domaine là et j'ai vu que ce n'était pas possible. Et c'est ça qui m'a fait investir…
Pourquoi ce n'est pas possible ? Il n'y a pas de postes
pas de postes tout simplement ou il faut aller en Allemagne ou au Danemark mais très peu.

Rien en France ?
Au départ, je voulais travailler .Je devais partir un an dans une école d'ingénieur pour faire des recherches sur les éoliennes. Cela ne s'est pas fait parce que quand j'ai visité le labo j'ai remarqué que 80 % des recherches étaient militaires et 90% sur le guidage de missiles et tout cela. Cela m'a refroidi et du coup je suis parti à Lille.
C'est étonnant ! C'était oui…une école d'ingénieur pas l'université.
Oui, ingénieurs. J'étais pris l'un des premiers. Pas de problèmes.
Non j'ai bien compris qu'il n'y avait pas de problèmes à ce niveau là…tu as vu que la finalité de la science n'était pas…
C'était bien. Tu étais face à la mer à Saint Nazaire et en plu, c'était intéressant. Mais oui,c'est la raison pour laquelle je ne suis pas allé là-bas. »
(entretien bénévole rennais Greenpeace, 23 ans, décembre 2004)

« Votre âge et situation professionnelle.
J'ai 23 ans bientôt 24. Je suis à la recherche d'un emploi. J'ai fini mes études en septembre. Ecole d'ingénieur aéronautique et j'ai terminé mon cursus dans le secteur éolien. J'aimerais continuer dans ce secteur et gestion de projet etc. et les énergies renouvelables. Là-dessus il y a mon engagement militant qui influe »
(entretien bénévole devenu ensuite activiste à Greenpeace, 23 ans, décembre 2004)

➔ Les redéploiements de carrières morales dans une cartographie renouvelée des offres d'engagement

Le deuxième élément qui permet de se retrouver dans le roman de l'ONG tient moins aux formes de la mobilisation, comme nous l'avons vu précédemment, qu'aux thématiques abordées, et notamment à la manière dont elles sont cadrées. Si la notion de « cadre » ne doit pas survaloriser *a priori* la consistance d'une idéologie partagée par tous les membres[31], elle peut néanmoins nous permettre d'introduire l'idée d'une résonance entre des ressentis individuels, nourris d'expériences différenciées, et des schèmes de significations plus systématisés, portés par l'ONG. Ces cadres interprétatifs imputent des responsabilités à des malheurs constatés (*le handicap → les mines → la guerre* ou encore *la disparition d'espèces animales→ la pollution → le système de production capitaliste*), balisant des désignations de coupables et de victimes et enfin préconisent des moyens d'actions à l'échelon local. Ils « parlent » aux bénévoles locaux, par écho avec des expériences vécues, mais aussi avec des parcours intellectuels et moraux spécifiques. Le travail de l'institution ne suffit pas : la propension à faire sien les cadres d'injustice mis à disposition par HI et GP requiert des attributs biographiques rares[32].

Ainsi, le « cadre d'injustice » local-transnational entre en résonance, pour plusieurs bénévoles interviewés, avec des parcours d'engagements passés. Pour des bénévoles de Greenpeace plus âgés, il constitue un pivot entre les idéologies de l'aide au lointain appropriées dans les années 70 et 80 (le tiers-mondisme, l'économie du développement) et des engagements locaux concrets entamés dans les années 90 (jardins ouvriers, coopérative bio, défense d'un bois ou d'un parc,

[31] Mathieu L., 2002

[32] La forte proportion d'individus « n'accrochant » pas, lors de la réunion d'accueil, avec les thématiques et les registres d'action Greenpeace est d'ailleurs significative et témoigne de la rareté du profil nécessaire pour, en amont, choisir cette institution (autant qu'elle les choisit, quand la formatrice distribue des marques de reconnaissance lorsque les nouveaux se présentent : « Ah, vous avez vécu à l'étranger ? C'est intéressant, ça.» ou « On s'est pas déjà vu à Artisans du Monde ? »). Ainsi, 90% des individus ne font qu'une seule réunion, et ne reviennent pas. A HI, les « jeunes » peu dotés en capitaux scolaires sont parfois intimidés par le rapport allant-de-soi aux lectures ou même aux capitaux culturels détenus par certains membres (disparition rapide de jeunes rappeurs du quartier de la ZUP Sud de Rennes pourtant accueillis avec enthousiasme et convivialité). En revanche, des références constantes à des valeurs « chrétiennes » se manifestent dans le registre de l'humour ou des allusions « private joke » y compris sur les errements néo-coloniaux des formes d'humanitaire catholiques, des « pères blancs », des « missionnaires ». L'idée est d'aider sans contraindre.

sensibilisation écologiste d'enfants). On pourrait caricaturer cette articulation en imaginant un *frame bridging* entre *La Hulotte* et le *Monde Diplomatique*.

Pour les bénévoles de HI rencontrés, l'engagement catholique est souvent le fil rouge de leur carrière morale[33] mais il n'est pas évoqué ouvertement dans les réunions de groupe, si ce n'est sur le mode de la sociabilité informelle (fréquentation de la même paroisse) ou par le vocabulaire et le cadrage partagé, privilégiant la dimension caritative d'aide aux souffrants, handicapés d'ici et d'ailleurs, et déconflictualisant les malheurs (à l'inverse de la frange antimilitariste).

A cet égard, le fait d'être aujourd'hui bénévole de GP ou HI ne doit pas être lu comme l'aboutissement évident, naturel, d'une trajectoire morale et idéologique ou comme le mûrissement d'un engagement de jeunesse raboté par le « principe de réalité ». Se déprendre d'une « illusion biographique » appliquée à la carrière morale, c'est saisir au contraire que ce cheminement doit autant à une logique interne qu'aux modifications historiques de l'espace des engagements structurés, dicibles et valorisés socialement[34]. La réindexation de la désirabilité sociale de tel ou tel espace de mobilisation ne tient pas seulement à ce que certains engagements passés sont éprouvés comme « dépassés », « ayant échoué », « inefficaces » et sont recyclés en s'actualisant dans une forme et un discours reconnu comme « moderne », « à la page » sur le fond et la forme[35]. Cette restructuration des lieux et formes légitimes de l'engagement (à laquelle participent aussi les chercheurs) est aussi une modification objective de l'offre de participation. Le succès des thématiques du « développement durable », de la « solidarité internationale », des mots d'ordre de « l'agir local, penser global » se traduisent pour les particuliers en offre de formations (scolaires, universitaires, professionnelles), de supports d'information (publications institutionnelles, dossiers spéciaux dans la presse, documentaires) ou encore pour des associations développant ces thèmes, en incitation structurelle par l'octroi facilité de locaux par les municipalités, de subventions, de couverture médiatique…

Si l'engagement est la rencontre entre d'un côté des dispositions et parcours biographiques et de l'autre une offre de structures de mobilisation, on voudrait souligner ici tout le travail sur soi

---

[33] On privilégie ici l'emploi de « carrière morale » à la place de « carrière militante » car beaucoup de bénévoles de HI refusent de considérer leur action comme du militantisme, adoptant les dénominations prudentes d'un engagement déconflictualisé et dépolitisé. On renvoie ici aux portraits d'expatriés humanitaires rencontrés par P.Dauvin et J.Siméant (2002, 2003), dont la socialisation catholique et l'héritage familial d'un engagement politique « concret » (type conseiller municipal dans de petites communes), loin des querelles partisanes, dessinent les contours d'un politique désirable « quand il résout des problèmes, simplement, sans idéologie ».

[34] On rejoint sur ce point les remarques d'Annie Collovald à propos du militantisme expert des CODEVS, dont la configuration est la conséquence de la redéfinition des relations Etat-Entreprise-Syndicalisme. Cf Collovald (dir.), 2002, p :19-47

Les travaux de Marie-Hélène Lechien sur cet espace d'engagement au sein d'EDF mettent en lumière comment s'y recyclent des habitus professionnels, des engagements syndicaux et des idéologies du développement qui ne trouvent plus leur place dans une entreprise ayant connu un profond tournant managerial. Cf Collovald 2002 et Lechien 2002

[35] A ce titre, une double herméneutique normative fonctionne à plein lorsqu'on observe au cours des entretiens la pudeur à dire devant l'enquêteur certains mots « ringardisés » socialement (« c'est vrai que je me suis toujours occupée des pauvres, euh enfin, des exclus… ») ou l'emploi par un bénévoles de catégories de discours, réprouvées par les regards gênés des autres membres du groupe (« Bon, les kinés d'HI, ils vont dans la *brousse*, y a rien là bas, ils vont dormir dans les *cases*, c'est quand même, euh… »), ou immédiatement retraduits par un correcteur zélé (« Oui, enfin, ce qu'il veut dire, c'est que les expatriés sont dans des situations d'urgence… »).

Ou encore dans les soirées HI, la bonne volonté militante des membres les plus âgés agace les plus jeunes (moins de 40 ans). Une membre des plus âgée du groupe veut inciter les bénévoles à visiter une exposition /débat à La Maison Internationale de Rennes « Il y a une exposition sur les arts africains. C'est bien il y a de la vannerie, des poteries et même des artisans qui viennent présenter leurs travaux…-Ce n'est pas l'expo coloniale, j'espère ! lance l'un –ou les zoos humains ! persifle un autre. » Bon enfant, le recadrage idéologique pour enlever aux notions de développement et d'humanitaire toute caractéristique néo-coloniale est constant. D'autant plus que les plus « jeunes » sont parfois en couple avec des ressortissants des anciennes colonies (Maghreb ou Afrique), voire parents d'enfant à la double culture ou ayant adopté un enfant dit de « couleur ».

qu'engendre la continuité de l'engagement sur le temps long. Le fait que « tout change » permet ainsi que « rien ne change » quand la modification de la structure de mobilisation est traduite comme permettant une fidélité à soi et à ses engagements passés. Ainsi, pour plusieurs vétérans du groupe local de GP, passés par l'engagement syndical (CFDT et SUD) ou les associations locales de défense de l'environnement, l'investissement dans une structure qu'ils reconnaissent comme fortement centralisée et managerialisée n'est pas vu comme un tournant ou un renoncement. Au contraire, il est vécu comme une continuité et un aboutissement logique. La participation à l'échelon local des combats transnationaux de GP est présentée comme un moyen de dépasser le militantisme local et son plafond de verre, éprouvé au travers de frustrations récurrentes dans des engagements précédents : « Au bout d'un moment, tu tournes en rond. Tu peux continuer à lutter pour sauver la forêt de machin ou le lac près de chez toi mais tu t'aperçois que le problème, il est plus global, qu'il faut monter un échelon, là, sinon, t'es impuissant. ». L'imposition à l'échelle locale de thématiques globales via l'agenda 21 est, par exemple, retraduite comme une victoire et un signe qu' « on était dans le vrai, on était en avance » vingt ans auparavant. Le renouvellement des formes et des thématiques de la mobilisation est approprié comme fil rouge d'un engagement et d'une continuité biographique. L'articulation d'espaces et d'époques différenciés, au travers de cette structure d'engagement, peut même donner les clés de « retrouvailles de soi » et de mise en « concordance des temps biographiques »[36].

Loin d'être passifs et écrasés par la structure standardisée de ces ONG, *ils s'y retrouvent*. L'aménagement de micro-marges de manœuvre, tout à fait anecdotiques sur le plan organisationnel et de l'efficacité des actions joue à ce titre un rôle important. L'investissement sur telle ou telle campagne de l'association, l'appropriation d'une tâche spécifique, l'imposition d'une « touche personnelle » sur un programme d'action, sont autant d'occasions d'*en* être tout en restant soi-même.

Conclusion

A l'issue de cette analyse des groupes locaux comme espace de mobilisation local pour des causes transnationales, trois éléments de conclusion s'imposent.

En premier lieu, nous avons montré que si l'articulation « local-national-transnational » semble tenir par une architecture institutionnelle rigoureusement orchestrée via une pyramide hiérarchique et des procédures standardisées, c'est en fait l'analyse des propriétés et dispositions des bénévoles qui permet de comprendre comment opère le bonheur militant des « petites mains » de l'ONG. Le maintien de l'engagement n'est en effet pas lié prioritairement ici à l'acquisition de ressources matérielles, symboliques ou sociales, ou à la satisfaction de victoires obtenues. Il est d'abord le fruit de parcours moraux et sociaux, via notamment des expériences d'expatriations, dont les auteurs trouvent dans cet espace spécifique les modalités de « retrouvailles de soi » et de « mises en concordance des temps biographiques ». Le travail institutionnel de fidélisation des adhésions fonctionne surtout parce les bénévoles ont des propriétés rares (professionnelles, militantes, morales, sociales) qui leur permettent à la fois de créer des liens entre « ici » et « là bas » et aussi de

[36] On renvoie à l'analyse des lecteurs de polar de Collovald et Neveu : « C'est dire que c'est dans des schémas interprétatifs renouvelés par le romanesque que les adeptes du livre policier trouvent des ressources pratiques pour recomposer leur trajectoire passée et fidéliser leurs infidélités, en faisant tenir ensemble les personnages sociaux, souvent désaccordés, qu'ils ont successivement habités. » (Collovald (A.) et Neveu (E.), 2005, p : 296)

surmonter la pression d'une structure managériale lourde et contraignante, par l'appropriation d'espace où ils « se retrouvent » et par le réenchantement de tâches *a priori* peu valorisantes.

A cet égard, on voudrait souligner l'intérêt heuristique d'articuler l'étude des carrières morales aux transformations managériales des ONG pour comprendre les modalités de la sélection opérée par les transformations de l'offre militante. Qui est le plus disposé à s'épanouir et « trouver son compte » dans les structures de mobilisation qui se développent actuellement, mêlant humanitaire dépolitisé et expert, articulation du « penser global »/ « agir local » et appropriation de thématiques issues des arènes internationales (développement durable, solidarité internationale…) ?

Enfin, on espère avoir démontré l'intérêt d'un nécessaire retour sur la notion de « cosmopolitisme », pour une prise en compte circonstanciée des articulations du proche et du lointain, de « l'ici » et de « l'ailleurs », contre l'autonomisation d'un statut ou d'une posture. Ce décalque individuel de la théorie globalisante de la « société civile transnationale », en plus d'être soumis à des usages plus politiques que scientifiques (qu'il s'agisse de stigmatisation ou d'apologie), nous masque en effet plus de questions fécondes qu'il n'en suscite.

Encart 1 : Poursuivre l'œuvre de sa femme décédée

DVW, l'actuel co-responsable de l'antenne lilloise d'HI est un VRP à la retraite. Il a fondé cette antenne en 1998 avec sa femme, qu'il décrit comme « la véritable locomotive du groupe ». Ce couple très chrétien, parents de cinq enfants, est multidonateur et impliqué dans la vie de la paroisse et dans le réseau associatif local. Il y a quatre ans, DVW subit tour à tour le décès de sa femme et une longue période d'hospitalisation et de rééducation, après s'être brisé accidentellement le bras et la jambe. Suite à cette période douloureuse, il reprend peu à peu ses activités au sein du groupe, en délégant 90% des tâches à un co-responsable. Il a recentré son action dans deux directions : d'une part poursuivre les actions que prenaient spécifiquement en charge sa femme, de l'autre développer au niveau local la « mission France » de Handicap. Il insiste sur l'importance de la convivialité dans le groupe et reproche à cet égard au siège lyonnais de ne pas prendre en compte cette dimension.
Il nous reçoit chez lui et a convié pour l'occasion quelques bénévoles du groupe dont il est proche. Lors de la prise de contact par téléphone; il avait constamment fait référence à « mon épouse et moi ». Nous découvrons au cours de l'entretien que celle-ci est décédée. Sur les photos ornant les murs, dans son récit et dans la mémoire de l'antenne locale, elle reste très présente.

Mais qu'est ce qui vous a donné envie de monter ce groupe local ? Par rapport à d'autres engagements ?
Alors qu'est ce qui… je dirais qu'on est comme ça, de tout temps… c'est-à-dire que globalement on essaie de ne pas vivre en égoïste et de laisser notre porte ouverte. Alors avec la vie que nous avons mené, c'est-à-dire père et mère de cinq enfants. On a toujours cherché à ouvrir… Dés le début mon épouse… Elle aurait voulu être toujours entourée d'enfants. Toujours. Elle était partie à Paris comme officier de police adjointe pour s'occuper d'enfants à la brigade des mineurs. On n'était même pas marié à ce moment. Bon, j'ai interrompu une carrière qui aurait pu s'avérer bénéfique [il rit] dans la police. Elle avait un certificat de criminologie. Donc déjà c'était dans ses fibres. Puis on s'est mis en veilleuse, pendant, on va dire, 10 ans, avec les enfants. Et puis voilà quoi. Même à cette période, elle s'intéressait toujours à la petite enfance, les enfants en difficulté à Paris. Et puis voilà, ici, localement la petite enfance. Elle a été successivement troisième adjointe au maire de Hem, aux affaires sanitaire et sociale. Après elle a été 6 ans présidente du Centre Social des Hauts-Champs. Et c'est là que s'est embrayé la présence sur Handicap International et dans la foulée, on a créé l'antenne. Seuls d'abord mais très vite avec trois autres couples. **(…)** Et puis, on a fait notre première pyramide. Et puis ça a continué. Alors après, la maladie de… la maladie de Françoise… et son décès… c'est elle-même qui a demandé, « tu vois qui pour nous donner un coup de main ? ». On s'est posé beaucoup de questions. Elle a dit « moi, je vois très bien JC ». Et voilà, il est toujours là. Personnellement, j'ai assez difficilement vécu le décès de mon épouse… et un an après son décès, je me suis cassé le bras et la jambe, j'ai fait 4 mois d'hôpital, rééducation… nouveau départ… et bon, même si on est deux responsables, c'est JC qui a pris 90% de l'activité. Et volontairement, moi aussi j'ai eu envie de faire d'autres choses. Je reste mais je m'occupe plus particulièrement du « programme France » parce que HI s'intéresse de nouveau au handicap en France mais aussi c'est très proche du handicap qu'a subi mon épouse. Donc je fais le relais mais ça ne m'empêche pas d'aller faire des expositions dans les écoles**. [vous faîtes des interventions en milieu scolaire ?]** Ah oui, oui, oui, elle était enseignante dans le temps hein donc… Et puis bon, je préparais avec elle ses interventions et bon ben, je continue quoi… (…)
La relation à l'origine, c'est mon épouse. Je me souviens avoir fait rire tout le monde à Lyon, avant même qu'on ne créé notre première pyramide, enfin la première fois que nous sommes allés à Lyon. Tour de table dans une grande salle genre amphi, vraiment une grande salle. les animateurs posaient des questions sur ce que nous étions les uns et les autres. Et donc c'est tombé sur mon épouse d'abord. Elle a bien expliqué ses motivations. En réalité, moi je l'accompagnais. Et donc quand ça a été mon tour, j'ai fait rire tout le monde quand j'ai dit que j'étais le monsieur qui accompagnait généralement la dame qui venait de parler. Bon, on a continué deux ans avant qu'elle ne tombe malade. Mais c'est vrai que j'ai toujours été… son adjoint. Je ne sais pas comment dire ça. Bon, moi je suis plus administratif qu'elle. Elle, elle était… enthousiaste, contact direct, fallait aller vite et avancer, la paperasserie bon… donc moi j'étais un bon

complément. C'était la locomotive ! Et puis… (long silence) quand elle a disparu… bon déjà quand elle a été malade, on a été obligé de mettre en veilleuse, elle a quand même été malade 20 mois. A 6 mois de la fin, elle tenait encore ses réunions ici. Ses réunions d'Handicap bimestrielles… (…)
Mais je dois avouer que ma participation à l'équipe, ça m'aide à vivre hein. D'abord, j'ai le souvenir du travail fait avec Françoise et bon, il y a une amitié créée au départ, même si on ne se rencontre qu'une fois par mois, par exemple hier soir, c'était fort sympathique. [Par la suite, il va opposer à cette convivialité l'attitude directive et peu à l'écoute du siège lyonnais.] (…)
Je ne suis qu'à moitié bien parce que je suis en train de me remettre d'un double choc, le décès de mon épouse d'une part et bras et jambes cassés après… Dans les motivations, j'en ai pas parlé mais j'ai été un mois à Berk. Un mois complètement dépendant ici à Roubaix. Rien pouvoir faire seul, pas ma toilette, pas aller aux WC, rien rien rien, ligoté, immobilisé… Et ensuite un mois à Berck. Alors là, à Berck… Un mois avec les traumatisés de la route, les jambes cassées, les bras cassés… (long silence) Ca fait partie, maintenant, encore plus, des motivations pour le programme France…

Encart 2 : Une autodidacte rebelle au prise avec la structure stricte de GP : la mouche du coche institutionnalisée

CG a 66 ans. Née dans le Nord, elle a vécu une enfance douloureuse, confrontée à l'exode durant la guerre avant d'être placée en orphelinat. Elle dit de son père, préparateur en pharmacie et sa mère, femme de chambre, qu'ils furent « toute leur vie exploités par des bourgeois ». Elle devient professeur de sports puis s'expatrie pour 8 ans au Mexique, pour suivre son mari ingénieur. Elle enseigne alors le français au Polytechnico, l'Université frondeuse et populaire du Mexico des années 70. De retour en France, divorcée, elle élève seule sa fille et reprend péniblement son poste d'enseignante en éducation physique dans un Lycée difficile de Roubaix. Elle fait un dépression, puis entame une longue série de formations : alimentation bio, botanique, sophrologie, gym douce, développement personnel (Feldenkreis, analyse transactionnelle et PNL). Elle crée une association et anime des groupes de travail corporel pendant 10 ans. Elle donne des cours en communication au CUEP à mi-temps, conservant contre son gré un mi-temps d'enseignante en EPS.
En 1995, suite à des déboires personnels, elle arrête l'animation en gym douce, part faire des stages en agriculture biologique dans un village communautaire dans le sud de la France, s'engage à Terre Vivante, puis travaille bénévolement dans un magasin bio dans le Nord.
En 2001, suite à sa retraite de l'éducation nationale, elle cherche d'autres engagements et adhère à Greenpeace via Direct Dialogue. Elle se rend immédiatement à la réunion du groupe local, participe très vite à l'animation de stands, devient activiste, représente le groupe local aux Assemblées Statutaires et prend en charge l'accueil des nouveaux.
Abonnée de longue date à de multiples revues (Alternative Santé, Silence, Politis, Monde Diplo…).elle est aujourd'hui engagée dans de nombreux réseaux et associations : jardins communautaires, Artisans du Monde, Casseurs de Pub, Amis de la Confédération Paysanne, Comité de Soutien aux dix d'Avelins, faucheurs volontaires… Parallèlement, elle anime des séminaires en entreprise, de communication et de développement personnel.
Elle est à la fois très impliquée et très critique sur Greenpeace. Elle est en conflit permanent, contestant localement l'autoritarisme du responsable et le manque de communication dans le groupe, et reprochant au niveau national les pratiques des activistes, qu'elle juge « non vertes ». Elle poursuit malgré tout son engagement, se ménageant des marges d'autonomie sur des actions jugées marginales par l'institution (accueil des nouveaux, création de réseaux avec des associations locales, cuisine biologique pour les activistes).

« L'alimentation, c'est important, c'est ce que je dis au groupe local, qu'on soit riche ou pauvre, il faut manger, ça touche toutes les campagnes de GP : les OGM, les pesticides, l'énergie avec les transports des tomates, des cerises, l'effet de serre et les énergies fossiles…
Donc ça a été une porte d'entrée pour…
Bah, Greenpeace, j'avais envie depuis longtemps mais souvent, je suis une cérébrale, je fais les trucs dans mon coin, l'encadrement par une structure, j'ai du mal. (…)

Mais comment vous avez entendu parler du groupe local ?

J'étais abonnée depuis longtemps à des revues écologistes et des revues de développement personnel ou des revues à cheval sur les deux. J'ai été abonné à l'époque à une revue belge qui s'appelait Intuition, qui existait dans les années 80 mais n'existe plus maintenant. J'ai été abonnée à Alternative Santé, à partir du moment où je suis revenu du Mexique, j'ai toujours les premiers numéros qui s'appelaient L'Impatient, j'ai été abonnée à pleins de revues après le Mexique… J'ai eu une culture brouillonne, plein de choses, je m'intéressais aussi beaucoup à la botanique dans les années 80, j'ai fait des stages de plantes sauvages dans le sud de 15 jours en 82 dans une ferme en biodynamie, j'en ai refais en 97. Donc ce monde là m'intéressait beaucoup. Et tous mes stages que je faisais de développement personnel, à Héour, c'était un petit village écolo de 70 personnes, qui était communautaire, j'ai fait beaucoup de choses avec eux. Et les personnes qui venaient faire la nourriture pendant nos stages, je trouvais ça super. Et ça fait plus de 20 ans. Et je prenais des notes sur les recettes. Et j'achetais des livres de cuisine bio. C'était il y a plus de 20 ans.

Mais vous n'aviez personne dans vos proches qui était à Greenpeace ?

Non. Non.

Donc, vous avez pris des responsabilités tôt dans le groupe local avec cette participation à un stand au bout de trois jours…

Oui, après j'ai fait des stands. J'ai été, pas exclue, mais en marge parce que je n'avais pas d'ordinateur donc je n'avais pas accès aux infos. Christophe se moquait gentiment de moi. J'ai cassé ma tirelire il y a deux ans. **[parce que l'info ne passait que par là ?]** Ah oui, que par là. J'étais un peu marginalisée, je m'en foutais, je faisais des stands quand j'avais les infos mais l'info à côté, j'étais jamais au courant. Et à l'époque, on m'avait dit " t'as qu'à nous remettre des enveloppes, on t'enverra des courriers ". J'ai donné les enveloppes, j'ai jamais rien reçu. Donc je me suis dit " ma fille, tu vas pas mourir idiote, casse ta tirelire " donc je me suis achetée un Mac. J'ai eu du mal à l'allumer, j'ai toujours du mal avec… (rires)

Mais l'achat de l'ordinateur, c'était d'abord par rapport à cet engagement à Greenpeace ?

Ah oui, complètement. L'ordinateur, l'imprimante, la garantie, en tout 2000 euros... (…)

Je suis celle qui veille au grain. Chaque fois qu'il manque quelqu'un, je suis volontaire. J'ai organisé trois salons, par exemple, le Salon du Bien-être et de l'Environnement à Valenciennes en Mai 2003, organisé par un médecin et un architecte, CV voulait pas " ça sert à rien, c'est loin ", bon, je me suis organisée, j'y suis allé toute seule. Ça a duré deux jours. J'ai réussi, malgré les résistances de CV, à emmener six militants.

Et les autres salons ?

En Novembre dernier, j'ai fait le salon de Lille, pareil, il fallu négocier dur. CV m'a dit « ils voudront pas payer, l'année dernière c'était 300 euros, c'est Paris qui a payé ». J'ai réussi à l'avoir gratuit en proposant des animations pour les enfants, avec le groupe Forêt. Et avec PV et sa compagne. Mais ce salon, je le laisse aux lillois maintenant, j'abandonne, j'ai d'autres projets. Et puis, j'ai refait le salon de Valenciennes au week-end de Pâques. Très peu de militants car c'était le week-end de Pâques. J'ai fait du covoiturage pendant trois jours et j'ai même pas réussi à me faire rembourser mon essence, ils veulent pas dans le groupe. Donc je suis un peu en colère.

Et l'activisme ?

Je me suis engagée, j'en avais envie dés le début. J'en ai parlé à Christophe dès le début. Il m'a dit « écoute, on va attendre un petit peu ». Donc on a attendu un petit peu. Et j'ai fait la formation d'activiste en Février-Mars de l'année dernière. Donc basic training en Mars 2003, je crois. (…) J'ai râlé pour la bouffe car je trouvais qu'on mangeait tout et n'importe quoi. J'ai dit un peu vivement que quand on était écolo et qu'on faisait la morale à la planète, il fallait balayer devant sa porte. Et qu'on bouffait n'importe quoi, ils faisaient les courses chez Champion et à Carrefour, on mangeait absolument pas bio, on mangeait du pâté, du jambon et voilà. Et moi, je mange bio depuis très longtemps. **[donc vous avez poussé à ce qu'ils fassent plus attention ?]** oui… Mais on m'a dit d'être moins… On m'a dit « Casse pas tout, on y arrivera. On achètera bio mais va doucement. ». Avec la responsable de Paris notamment, ça a été un peu dur, j'ai eu du mal. Et plus tard, il y a eu une formation Énergie au week-end de Pâques, on m'a demandé si je voulais faire la cuisine. J'ai dit « Oui mais pas toute seule. Pour 36 personnes, je ne suis pas d'accord. » Donc on a été deux.

(…)

J'ai fait partie des groupes de faucheurs en Septembre 2001 mais je n'ai pas été inculpée. Mais je suis totalement solidaire. Et bien avant que Greenpeace se positionne officiellement, moi j'ai fait partie du groupe de soutien. CV a renvoyé un mail aussi sec en disant que « le seul habilité à parler au nom de

Greenpeace, c'est soit moi, soit notre référent OGM ». Moi, je n'étais pas nommée donc j'ai dit ok, je continue à aller au comité de soutien en tant qu'individu. Mais CV n'a pas admis ça et me reprochait d'être aussi Greenpeace malgré tout, tout en me déniant le droit de parler au nom de Greenpeace. Bref, il a dit tout et son contraire. C'est le côté pyramidal et autoritaire de ... (…)

Il n'y a pas de démocratie et même les vieux piliers, ils disent que oui, c'est pyramidal. Mais au bout du compte, ça les gêne pas tant que ça car CV fait beaucoup. Moi, j'essaie de comprendre pourquoi c'est comme ça. Et je me dis qu'il fait beaucoup et que ça arrange plein de monde. C'est bien, on est tranquille. Et ça amène une passivité, presque une paresse et le groupe roule. Ça roule parce que, j'ai fait un peu de systémique, on est dans une structure à, on appelle ça, à fonctionnement sectaire. Ça ne veut pas dire qu'on est dans une secte mais à fonctionnement sectaire. A fonctionnement pyramidal et où les gens ont des valeurs fortes. Et quand les gens ont des valeurs fortes, bah moi, c'est facile de me mobiliser hein. Qu'il s'agisse de la nature, ou protéger la planète ou faire en sorte que l'alimentation aille mieux, voilà, je fonce, je saute à pieds joints là-dedans et je me fais avoir, hein… (…)

Mais sinon, par rapport aux tendances politiques dans le groupe, vous ne discutez pas de ce genre de choses…

Non. Je trouve que c'est un groupe où on a trop le nez sur le guidon. Je l'ai déjà dit à CV mais je trouve que c'est un groupe où il n'y a pas de pensée. [« Pas de débat ? »] Non, jamais. Et CV, ça l'emmerde, on est un groupe d'action, le reste, il s'en fout. Et moi, j'avais dit par mail « la pensée nourrit l'action et l'action nourrit la pensée » mais la réflexion est nécessaire. Et bon, voilà quoi…

Mais y a pas des moments de sociabilité, prendre un pot ensemble, discuter de choses et d'autres tous ensemble ?

C'est très rare. Là, on l'a fait à La Source [un restaurant bio], l'année dernière, j'amenais à boire à la fin des plénières, deux fois, on m'a demandé si c'était mon anniversaire ! »

Encart 3 : Du suicide des paysans charentais à celui des indiens d'Amazonie : S'engager à Greenpeace ou donner du sens à un sentiment d'injustice vécu ici et là-bas

Le responsable du groupe local à Rennes, depuis 2004, est âgé de 29 ans originaire de Charente Maritime et il s'est installé dans la région rennaise à son retour de Guyane. Rapatrié sanitaire, il souffre d'un handicap partiel en particulier d'un bras. Il occupe son temps de chômage et de réinsertion en France par le militantisme qui l'aide à tenir. Il reconnaît que cette variable individuelle explique son surinvestissement, car le militantisme l'aide à structurer son emploi du temps en lui donnant un cadre quasi-professionnel. Par ailleurs, il a commencé une reconversion en agriculture biologique et le réseau autour de son investissement à Greenpeace participe à son insertion professionnelle. Néanmoins, il explique son engagement en donnant du lien à ses expériences personnelles- qui témoignent de ses origines sociales, de sa trajectoire professionnelle et de son sentiment d'injustice-permet de donner du sens à toutes les étapes de sa vie qui l'ont fait en tant qu'acteur agissant dans le champ du militantisme. Rugueux et peu expansif au début, peu à peu l'entretien permet de dévoiler un sens à ce « ressentiment » si intime qui fait parler des moments différents de sa trajectoire sociale :

« -Vous parlez des amérindiens ? donc vous avez été….

-J'ai vécu 5 ans en Guyane française. J'étais dans l'armée puis j'ai travaillé là-bas

-Vous étiez photographe ? photographe professionnel ?

-Non j'étais distillateur de rhum agricole (rires)

-Ah ! (rires)

-Je ne suis pas photographe.

-Puisque vous parliez de photos…

-J'en fait beaucoup mais non

-Et c'est là que cela a commencé…à vous préoccuper des amérindiens.

-Le fait d'aller ailleurs. C'était déjà une idée qui me venait depuis longtemps. Venir du milieu agricole et voir comment le milieu agricole peut souffrir, cela m'avait apporté un certain nombre de questions, une

certaine rébellion. Comme tout adolescent, on est toujours un peu rebelle. Et puis de rencontrer des amérindiens, notamment des Whaana (?) sur le haut Maraunie donc loin de toute société de consommation, qui a une qualité de vie bien meilleure que la nôtre à mes yeux... Le jour qu'on est arrivé – après être passé pendant 3 jours devant plein de barques d'orpailleur, après avoir cassé des hélices de bateau sur des dunes de sables faites justement par ces orpailleurs (agacement et rires nerveux), après avoir vu les dégâts sociaux que cela pouvait faire et environnementaux- on est tombé dans ce village. Justement le jour même où il y avait eu un suicide et les chefs coutumiers ont voulu en parler avec le commandant des armées qui était venu avec nous en pirogue, qui était en mission. Et, ils ont mis deux heures et demi à essayer de faire le tour de la définition du mot suicide. Car cela n'existe pas dans leur vocabulaire et c'était quelque chose d'assez fort… à un moment où j'ai vu ce qu'il pouvait y avoir à travers l'occidentalisation petit à petit, il pouvait y avoir aussi des effets très lourds sur la culture. Et puis il y avait l'occidentalisation mais aussi l'orpaillage, une sorte de socialisation sauvage et une clochardisation quelque part. C'était un grand révélateur.

-Sur les dégâts écologiques et sociaux ?

Oui sur les deux…

-Et autrement, pas d'engagement syndical ou politique ?

-Non, engagement humain plutôt. A la distillerie où j'ai travaillé. Justement il n'y a jamais eu de syndicat car on a toujours su dialoguer même si des fois c'était très tendu. Il y a eu des engueulades monumentales entre les coupeurs de canne et le directeur.

-Et vous, vous faisiez quoi ?

-Moi, j'étais distillateur et responsable de production. J'étais à la fois dans les champs de canne et à la distillerie pour faire du produit de qualité. Comme les machines étaient vieilles et que les ingénieurs venaient de France et avaient juste travaillé à Total, Fina et Elf. Ils n'étaient pas compétents dans ce domaine là et n'étaient pas capables de s'acclimater avec ces populations. Enfin, c'est ce qui s'est révélé après…Le seul moyen pour avoir des produits de qualité, c'était d'aller de toucher la matière première et puis avoir de très bonnes relations avec les coupeurs de canne qui ne savaient ni lire, ni écrire.

Donc, il y avait aussi le fait que j'étais à la recherche d'un logement avec…et c'est grâce à eux que j'ai pu trouver un logement facilement. Parce que là-bas les « blancs » sont instituteurs, sont militaires, sont fonctionnaires voire hauts fonctionnaires. Moi étant blanc, il me fallait absolument qu'on me vende une maison à haut loyer et les haïtiens sont passés à côté de cela. Ils m'ont trouvé une maison tout de suite, ils m'ont…et moi en contre-partie, je leur donnais des coups de mains pour se constituer en association pour le carnaval et puis après pour les aider à remplir des papiers. Et ils ont des titres de séjour de 10 ans. Il y a eu tout un enchaînement qui fait que je me suis bien, très bien intégré…Il y a eu. J'ai vu qu'on pouvait faire des choses quelle que soit la couleur de peau, qu'on pouvait gagner en qualité de vie. Et donc l'engagement syndical était peut-être là ?

-Militant ?

-Mais pour moi, c'est de l'engagement humain. Cela coulait de source car cela m'a apporté une qualité de vie que je n'aurais certainement pas eu autrement

-Quelle idée…après votre service militaire vous avez eu l'idée de rester là-bas ?

-C'est un peu par hasard. C'est la femme de mon chef de service qui était comptable là-bas. Comme chacun qui finit son cursus obligatoire scolaire, la grande question c'est de trouver du travail. Les hommes ont plus de chance que les femmes parce qu'ils ont un petit sursis, il faut passer par l'armée. Il y a ce petit sursis là. C'est l'occasion…Ce n'est pas très marrant, au début, mais c'est l'occasion de lâcher un peu la pression. Mais, bon l'armée pas essence ce n'est pas très productive. Pas productiviste du tout. Retourner dans la vie active c'était une question certaine. Quand on finit son service militaire c'est la grande question. J'ai signé un contrat de 6 mois supplémentaire ; car, j'avais cette possibilité là, parce que je voulais m'acheter du matériel photo et je savais que cela va être facile pour moi et parce que j'avais cette peur de rentrer, d'avoir été dans un pays où il faisait chaud et de rentrer au mois de septembre, octobre…la difficulté c'est de retourner à la vie civile. C'était une certaine frayeur et puis je n'avais vraiment pas envie. J'ai fait une formation en agro-alimentaire. Venant du milieu agricole quand on voit comment les agriculteurs sont traités, au moins verbalement. C'est ce que j'ai ressenti dans ma formation en agro-alimentaire. Il y avait une chose de sur c'est que je ne voulais pas enfiler une blouse blanche pour aller travailler dans le lait. Vu comme ils se sont fichus de -notamment- mes parents qui étaient agriculteurs sans s'en rendre compte (colère retenue), cela ne m'a pas plu du tout.

-Oui…par leur façon d'être, de dire.

-Dans leurs façons de dire et de voir les choses. Cela ne l'a pas plu du tout. Il n'était pas question que je retourne là-dedans. Grande question au niveau professionnel…De trouver cet emploi là. Le rhum c'est alimentaire entre guillemets et puis la canne à sucre c'était agricole. Je me suis dit…

-C'est un peu la même formation.

-Voilà, je pense pouvoir y arriver. Comme personne ne voulait faire ce travail là puisque c'est salissant. C'est affreux. Enfin, bref !

Moi, j'ai sauté à pieds joints dedans, cela me plaisait. Et puis dans ma famille on était distillateurs depuis longue date et on a perdu le droit de distiller avec le changement de régime douanier. C'était une petite vengeance. Mon père avait arraché ses vignes de colère pour ça

-Et donc de le faire ailleurs…

-…de le faire ailleurs, c'était une petite vengeance

-Et dans votre entourage, amis famille est-ce qu'on partage votre militantisme ?

-J'ai compris que votre petite amie qui a l'air de partager votre militantisme à Greenpeace mais est-ce qu'ailleurs dans votre entourage, vous avez d'autres membres de vos proches qui sont soit militants, soit sympathisants ?

-Ouais…je réfléchis, longtemps, donc cela doit vouloir dire non. Non, pas nécessairement. J'arrive d'une région en Charente Maritime où ce n'est pas comme en Bretagne où l'engagement peut être plus fort par exemple, pour sauver une culture. C'est un militantisme qui dépasse largement le régionalisme. En Charente Maritime, c'est totalement différent. On avait interdit le patois, les gens se sont vraiment…C'est ancré ne pas trop s'afficher, de ne pas se mettre en avant et le syndicalisme ne marche pas très bien là-bas. Et on ne me l'a jamais reproché non plus à vrai dire mais je sens que ce n'est pas trop facile, c'est un sujet tabou…Non (malaise)…

-Parce que cela dépend cela peut être un soutien ou une contrainte par rapport à l'engagement Certains me disent que leurs parents soit les ont un peu initiés à titre environnemental, d'autres c'est le contraire, ils sont tout seuls et se sont affirmés tout seul…

-Si je suis parti en Guyane, c'est un peu à cause de cela. Cela me fatiguait un peu tout cela, ne pas dire ce que l'on pense. Donc, j'ai eu envie d'aller voir ailleurs.

-Vos parents sont agriculteurs mais ne sont pas syndiqués ?

-Pas syndiqués mais mon père faisait partie d'un groupe de travail à vocation économique. C'était par conséquent quelqu'un qui était très bon. Généralement, les groupes d'intérêt économique forment des agriculteurs qui sont très solides mais pas…Il a travaillé aussi à élaborer des méthodes de travail agricole plus respectueuses de l'environnement sans pour autant adhérer à la bio ou à des choses comme cela ! On sent qu'il a un peu souffert de l'intensification de l'agriculture. Je l'ai déjà entendu râlé à ce sujet là. On lui a demandé il y a trente ans d'investir et de produire et puis aujourd'hui, on lui impose des quotas. Il est montré du doigt parce que cela pollue parce que ceci ou cela. C'était suite au suicide d'un voisin qui ne s'en sortait pas financièrement et c'est ressorti. Il a fallu ce déclencheur, ce levier. Ce n'est pas rien. Ce n'est pas n'importe lequel levier .Mais à part cela…Peut-être il y a une fibre militante quelque part pour dire quelque chose mais ce n'était pas sorti. »

Encart 4. : Bénévole, une trajectoire de recomposition professionnelle ? Genre et militantisme : le double-bind de la « dame patronnesse »

Pour comprendre l'engagement voire le surinvestissement de la responsable d'antenne HI /Rennes, il faut articuler l'engagement de cette quinquagénaire, mariée toute jeune à un cadre de l'ENSP[37], mère de 3 enfants, à sa trajectoire professionnelle et matrimoniale. Par ce récit de vie, nous observons le poids des divisions sociales « genrées » qui relèguent les femmes qui ne sont pas insérés précocement sur le marché du travail. Ces « dames patronnesses » ayant accumulé des capitaux culturels (diplômes, en l'occurrence maîtrise de droit privé) et des capitaux sociaux, managent leur petite entreprise militante en compensation d'un manque de réalisation professionnelle

« -Qu'est ce qu'il te plait dans Handicap International puisque tu vas jusqu'à t'investir ?

[37] Ecole de la Santé Publique –Rennes.

-J'ai trouvé justement que les pyramides sont faites par les bénévoles. C'était une époque où j'avais renoncé à trouver un travail salarié puisque j'avais effectué quelques démarches et cela n'avait pas marché. Donc, je me suis dit, puisque je n'y arrive pas autant faire quelque chose d'utile même si je ne suis pas payée. Disons que la période était favorable. Après avoir essayé de trouver du boulot pendant 2 ans, et où on me disait : désolé ce n'est pas pour vous.

-Quel genre d'emploi tu cherchais ?

-Juste avant de quitter l'île de la réunion, j'avais passé l'examen de bibliothécaire. Je suis bibliothécaire. Et je pensais que j'allais trouver facilement après. Quand je suis arrivée ici, j'avais 40 ans et il s'est avéré que travailler pour la première fois à 40 ans c'était vraiment rédhibitoire. Les gens ne comprenaient pas.

-Ne comprenaient pas…

-Ils disaient : « vous n'avez jamais travaillé avant ? ». Je disais non, je n'ai jamais travaillé « désolé ». Et je reconnais honnêtement que dans les oraux je ne devais pas être bonne. C'est quelque chose que maintenant… je pense qu'avec le recul, je saurais faire. Donc j'ai essayé plusieurs fois, je suis allée à la bibliothèque de Rennes, je suis allée dans divers endroits. Mais à chaque fois c'était tellement pénible, que je me suis dit, au bout d'un moment je n'ai pas besoin de cela pour vivre, j'arrête. Donc, je me suis dit, j'ai quand même du temps. Et comme toute personne à partir du temps où tu reçois des demandes de « rançon », j'appelle cela comme cela. J'étais un peu gênée de donner de l'argent que gagnait mon mari. Ce n'était pas vraiment moi qui le gagne. Je le faisais quand même (rire gêné) mais il y avait toujours un petit complexe. Par contre, le temps, il est vraiment à moi et j'en fais ce que je veux. Je vais essayer de faire quelque chose donc je suis allée voir des associations…J'étais à SOS voyageurs en gare de Rennes

-Oui tu m'as parlé de ça…Tu as tenté… Tu as tâtonné

-Oui, j'ai trouvé que ce n'était pas suffisant. Je voulais m'impliquer sur quelque chose de plus utile. J'y suis resté (présidente/responsable) parce qu'il n'y avait personne pour me remplacer mais pas par conviction de l'utilité du truc. Et après, quand je me suis rendue compte qu'Handicap pour faire ses pyramides, avait besoin de bénévoles. Je me suis dit que là…

-Tu avais une opportunité de..

-une opportunité de m'impliquer, de faire quelque chose contre les mines. C'était avant le Traité d'Ottowa ; c'était d'autant plus utile. J'ai trouvé que l'idéologie de Handicap me correspondait parfaitement à ce que je recherchais, aussi j'y suis restée.

-Donc c'est à la fois l'opportunité et le fait que Handicap te parlait, te correspondait ?

-Oui cela correspondait exactement à ce que moi je souhaitais faire, à ce que je pensais.

-Donc actuellement c'est 2 associations principales : Handicap et Solidarité Madagascar…

-Et l'année dernière j'étais vice-présidente de l'OSCR. Cela m'occupait beaucoup avec préparation etc…tous les mois et beaucoup de commissions car on devait refaire le projet (je ne t'apprend rien ! rires). Cela m'a beaucoup occupé. Cela m'a permis de rencontrer beaucoup de gens. Et ce n'est pas mal car c'est utile au niveau administratif, associatif. Tu te rends compte plus tu connais des gens, plus c'est facile les relations inter-associations c'est indispensable. Cela peut être efficace.

-Dans ton entourage, est-ce que tu partages ton militantisme ? Tu n'as pas fait d'émules ?

-Non…J'ai un mari qui fait de l'aide humanitaire mais dans son travail. Il est payé pour cela. »

Elle oppose rituellement son mari qui a fait de l'humanitaire en tant que cadre hospitalier (directeur d'hôpital à la Réunion) et son militantisme dévoué, non rémunéré. En revanche, elle garde de ses expériences hors de la métropole, un vécu qu'elle rappelle en réunion, en déclarant avec auto-dérision « je ne suis pas bretonne moi ! », elle envoie des cartes postales des 4 coins du monde quand elle accompagne son mari en mission ou quand elle visite sa fille en Colombie où après avoir épousé un colombien, elle travaille depuis peu en tant que professeur de français. » (entretien,octobre 2004).

Ajoutons ce dernier extrait -qui correspond à la fin de l'entretien- montrant en quoi le militantisme peut ressembler à une reconstruction identitaire proche d'une revanche sociale après avoir expérimenté une vie « domestique » et une forme d'expatriation.

« -Donc tu es mariée.

-Oui oui légalement ….et 3 enfants

-Et en terme de niveau d'études ?

-Maîtrise…

-C'est vrai que tu es bibliothécaire.

- Maîtrise de droit privé. (pour rectifier et faire réagir dans l'interaction).

-Maîtrise de droit privé ? et tu n'as pas cherché du tout à …

-Non, non

-Tu t'es mariée.

-Oui, au moment où je me suis mariée, on est partie à l'île de la Réunion et c'est vrai que quand tu es à l'île de la Réunion, tu n'as pas nécessairement envie de travailler. L'ambiance est à la paresse. Donc au début j'ai passé une fois l'école de la magistrature. C'était mon idée…Je ne suis pas allée à la fin des épreuves. Delphine avait 2 mois, je l'allaitais. Les épreuves duraient 5 heures. Donc tu vois…Ce n'était pas la solution. Donc cette année là je n'ai pas fini l'examen et puis l'année d'après j'ai laissé passer la date…et l'année d'après j'étais à la Réunion. Cela s'est arrêté là. Puis, tout le monde me disait de passer le concours pour être avocate mais c'était pas un métier qui me tentait du tout alors que j'aurais été reçue sans problème. A la Réunion, ils en proposaient 6 par an et en recevaient 5 parce que le 6ème était vraiment nul, nul. Mais cela ne me disait rien…

-Tu es restée longtemps à l'île de la Réunion. ?

-Dix ans. Mes enfants commençaient à être un peu grands. Je me suis dit je vais passer cet exam de bibliothécaire. J'ai suivi des cours pendant un an à la Réunion, j'ai été reçue *in extremis* car l'oral se passait à Lyon et qu'à la Réunion, ils n'avaient pas reçu les bouquins qu'il fallait pour lire. J'ai été reçu quand même ! Cela n'a servi à rien.

C'est un titre (rire). Je suis bibliothécaire. ».

Bibliographie :

Bennani-Chraïbi (M.), Fillieule (O.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes, Paris,* Presses de sciences po., 2003.
Cohen (R.) et Kennedy (P.), *Global Sociology*, Palgrave MacMillan, New York, 2000.
Collovald A. (sous la dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002.
Collovald (A.), Neveu (E.), *Lire le noir, Enquête sur les lecteurs de récits policiers*, Paris, BPI, 2005.
Dale S., *McLuhan's children : the Greenpeace message and the media*, Toronto, Between the Lines, 1996.
Dauvin P. et Siméant J. & C.A.H.I.E.R, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
Dauvin P. et Siméant J. (sous la dir.), *ONG et humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2004.
Derville (G.), "Le combat singulier Greenpeace-SIRPA", *Revue Française de Science Politique*, Vol.47, n°5, p :589-629, 1997.
Dezalay (Y.), « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *ARSS*, n°151-152, mars 2004.
Dezalay, (Y.) et Garth, (B.). *La Mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir en Amérique latine, entre notable du droit et « Chicago Boys »*. Paris : Seuil, 2002.
Diani (M.), McAdam (D.), *Social Movements and Networks*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
Elias (N.), Dunning (E.), *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994.
Keck (M.), Sikkink K., *Activists Beyond Borders*, Ithaca&London, CornwellUniversity Press, 1998.
Fréour (N.), Le positionnement distancié de Greenpeace, *Revue Française de Science Politique*, vol 54, 2004, p:421-442.
Gobille (B.) et Aysen (U.) « Cosmopolites et enracinés », in *Radiographie du mouvement altermondialiste*, E. Agrikoliansky et I.Sommier (dir.), La Dispute, Paris, 2005, p :105-127.
Guilhot (N.), *The Democracy Makers. Human Rights and the Politics of Global Order*, Columbia University Press, New York, 2005.
Jordan (G.) et Maloney (W.), *The protest business ?*, Manchester and New York, Manchester University Press, 1997.
Lagroye (J.) et Siméant (J.), « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in Pierre Favre, Jack Hayward, Yves Schemeil (dir.), *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Presses de Science Po, 2003, p. 53-71.
Le Bart (C.) et Lefebvre (R.) (dir.), *La proximité en politique : usages, rhétoriques, pratiques*,/ Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2005.
Lechien (M-H), *Pratiques humanistes- Engagements militants et investissements professionnels, Thèse de doctorat de sociologie (dir. Gérard Mauger),*EHESS, 2002.
Lefèvre (S.), *Collecte de fonds, militantisme et marketing : le programme Direct Dialogue à Greenpeace France*, Mémoire de DEA de Science Politique (dir.F.Sawicki), Université de Lille 2, 2003.
Lefèvre (S.), "L'entreprise Greenpeace" : braconnage aux frontières des mondes antagonistes » , in *Les nouveaux mouvements sociaux économique,* (à paraître).
Mathieu L., « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *RFSP*, vol 52 (1), 2002, p :75-100.

Ollitrault (S.), "De la Caméra à la pétition web, les mobilisations médiatiques des écologistes." *Réseaux.* vol 17, 1999. n°17. p. 153-187.
Ollitrault (S.), "L'Europe, usages et construction des sources. Les ONG et le rôle des institutions européennes dans les mobilisations médiatiques", in Marchetti D. (dir.). *En quête d'Europe, Médias européens et médiatisation de l'Europe.* Rennes, Res Publica, 2004.. p.131-150.
Ollitrault (S.), "Les mobilisations humanitaires. Du global au local, créer un apolitisme militant", in Arnaud L. and Guionnet (C.), *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et dépolitisation*, Rennes, PUR, 2005.
Risse-Kappen Th.(ed.), *Bringing Transnational Relations Back In, Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, Cambridge University Press, 1995.
Risse Th., Ropp S.,.Sikkink K, *The Power of Human Rights, International Norms and Domestic Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
Rootes CHR. (coord.), *Environmental movements, local, national and global*, London, Franck Cass, 1999.
Siméant (J.), « Un humanitaire « apolitique » ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », in Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation* , Belin, 2003, p. 163-196.
Siméant (J.), "Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux « transnationaux » dans quelques ouvrages récents », communication présentée au 8 e Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), table ronde *O ù en est la sociologie des mouvements sociaux* , 15-18 septembre 2005, 38 p.
Tarrow (S.), "Transnational Politics : Contention and Institutions in International Politics", *Annual Review of Political Science*, 4, 2001, p.1-20.
Tarrow (S.), "Rooted cosmopolitans: Transnational Activists in a World of States", Working Paper, Nov. 2001, (unpublished)
Tarrow (S.), "Rooted cosmopolitans and transnational activists", paper of lecture, 2005, 39p.
Tarrow (S.), Porta (della) (D.), "Globalization", Complex Internationalism and Transnational Contention », in Tarrow S., Porta (della) D., *Transnational Protest and Global Activism*, Oxford, Rowman &Littlefield Publishers, 2005. p.
Tilly (C.), "Contentious Repertoires in Great-Britain, 1758-1834", in M.Traugott (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham & Londres, Duke University Press, 1995, p.15-42.
Tilly (C.), *Popular Contention in Great-Britain, 1758-1834*, Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1995
Wagner (A-C), « Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des leaders syndicaux », ARSS,, n°155, décembre 2004, p.33